

Contre le programme du FN un argumentaire syndical

mis à jour
mars 2017



WINGZ



Préface

de Jean-Paul Gautier, politologue

Le FN, version Jean-Marie ou version Marine, a toujours fait preuve d'une grande capacité d'adaptation. Les programmes présentés ont été, et sont toujours à géométrie variable. Leur rapport avec la vérité (utilisation des statistiques...) n'a parfois aucune importance. Ce qui compte uniquement, pour le FN, c'est la capacité à emporter l'adhésion des gens. Cohérence et incohérence volontairement entretenues permettent ainsi de défendre tout et son contraire. Ce tour de passe-passe explique, en partie, le succès de Marine Le Pen.

Hannah Arendt, dans son ouvrage « *Nature du totalitarisme* », publié en 1954, analysant la politique menée par Mussolini écrivait « *il fut probablement le premier dirigeant de parti à avoir consciemment rejeté un programme formel pour le remplacer par la seule direction inspirée de l'action* ». En effet, aucune doctrine cohérente ne caractérise le fascisme et ses divers descendants d'extrême droite.

Si le FN fait preuve d'opportunisme et jette ses rets en direction des différentes catégories socioprofessionnelles (discours de Marine Le Pen du 1^{er} mai 2011), son analyse politique repose sur un certain nombre de fondamentaux identitaires et nationalistes dont la préférence nationale en constitue une thématique récurrente (immigration, emploi, droits sociaux, économie...) : le rejet de l'autre, la défense de l'identité nationale, « *une réalité sociale* ».

Cette préférence nationale « *non négociable* » selon Louis Aliot (dirigeant national du FN et fondateur du Club 'Idées - Nation') a été remise au goût du jour par Jean-Yves Le Gallou et le Club de l'horloge en 1985 et se veut être une réponse à l'immigration.

Marine Le Pen entend acquérir une culture de gouvernement, comme elle l'expose dans son livre « *A contre flots* ». Elle mène une politique de dédramatisation. Elle entend exprimer « *une plus value sociale* » et un retour à l'Etat fort. Elle développe ainsi un discours national populaire axé sur l'emploi, la lutte contre le chômage, la détresse sociale, la défense du pouvoir d'achat, le sauvetage des emplois menacés par la mondialisation, la défense des retraites (40 annuités à la carte), l'arrêt des non remplacements des départs en retraite des enseignants, le protectionnisme et la taxation aux frontières (ce qui doit permettre d'alimenter les caisses de retraites) et la restauration des frontières pour sauver des emplois et faire face à la concurrence déloyale et à la mondialisation. Bref, comme le réclamait Bruno Mégret, l'application d'un « *nouveau protectionnisme ... Un nouvel ordre économique et social* », condition nécessaire « *pour la renaissance de notre civilisation ... et le printemps de la France* ». Virage social, ce programme est testé grandeur nature dans le « *laboratoire* » d'Hénin-Beaumont.

Par son discours social, le FN entend séduire le monde syndical. Selon un sondage, 9% de syndiqués se déclarent prêts à voter FN. Celui-ci a d'ailleurs créé une structure ad hoc, le Cercle national des travailleurs syndiqués, sans grand succès à ce jour. Il ne s'agit plus de lancer des structures syndicales estampillées FN mais d'attirer des syndicalistes au mouvement.

L'arrivée de Marine Le Pen à la tête du FN a fait bouger les lignes. On assiste ainsi à la conjonction entre un discours frontiste économique et social en rupture avec le « *libéralisme européen UMP-PS* » et la prise de conscience significative par les électeurs de l'incapacité des partis classiques. Le FN énonce des idées simples, voire simplistes, ce que les gens ont envie d'entendre. Cela montre le succès de sa stratégie de dédramatisation, la modification de l'image du parti.

Le FN dispose d'un potentiel de sympathisants. Cet élargissement résultant du lissage du discours de Marine Le Pen vient de la droite classique. Le FN n'est plus ostracisé, il est « *républiquement compatible* ». Il se définit comme un parti national et social, suivant en cela Jacques Doriot qui qualifiait ainsi en 1936, dans son programme, le Parti populaire français qu'il présidait.

Si Marine Le Pen semble plus contemporaine que son père, elle incarne un nationalisme autoritaire et démagogique avec un certain savoir faire électoral et une volonté d'accéder au pouvoir.

Printemps 2012

Introduction

Décortiquer le programme du Front National n'est pas chose aisée ; pour une raison fondamentale : pour les fascistes, les questions programmatiques sont secondaires et essentiellement tactiques. Leur vrai et unique programme est l'Etat fort ; entendons par là un Etat où les libertés démocratiques sont fortement restreintes, en attendant d'être liquidées, un Etat où le mouvement ouvrier - partis et syndicats - est muselé, détruit, ou transformé en officine corporatiste ; un Etat où l'idéologie nationaliste et chauvine tient le haut du pavé, d'abord contre les immigrés soit disant responsables de tous les maux, puis contre « l'étranger », individu ou pays, contre lequel il faut se prémunir voire s'armer. Dans les wagons de cette idéologie, la haine du juif, du franc-maçon, du rom, sensés personnifier « l'apatride », n'est jamais très loin comme l'histoire du 20^{ème} siècle l'a malheureusement prouvé.

Dans ce schéma, les questions économiques et sociales voire sociétales ne sont, la plupart du temps, qu'une variable d'ajustement en fonction des nécessités politiques et électorales du moment.

Ainsi, au début des années 1980, le programme du FN était largement inspiré de la politique ultra-libérale que Ronald Reagan menait aux Etats-Unis. Face à l'épouvantail que constituait pour le parti frontiste le gouvernement « *socialo communiste* » de François Mitterrand, les recettes libérales convenaient à l'électorat petit bourgeois aisé du FN de ces années-là.

La décennie 1985-1995 allait voir un changement progressif mais important de l'électorat du Front National. Sous les coups de boutoir conjugués de la politique de rigueur en France à partir de 1983 puis de l'effondrement des pays du « *socialisme réel* » à l'Est à la fin des années 80, une frange de l'électorat populaire dérivait progressivement vers le FN.

Dès 1993 dans « *100 mesures pour la France* » la direction du FN prit acte de ces changements et en tira quelques enseignements. Pendant les grandes grèves de 1995, on a pu entendre Mégret, numéro 2 du Front, saluer les « *travailleurs français* », ce qui n'empêcha pas le FN de dénoncer en même temps les syndicats « *gréviculteurs* » qui paralysaient le pays. En 1996, le parti frontiste passe à l'offensive en essayant de construire et de faire reconnaître des « *syndicats* » estampillés FN. La riposte syndicale a heureusement fait avorter cette entreprise (voir à ce propos notre livre « *Le Front National au travail* » aux éditions Syllepse). Cette offensive sur le terrain social a aussi tourné court par le fait du limogeage de Mégret et de la crise profonde qui s'en est suivie au FN en 1999.

Mais ce répit fut de courte durée. 2002 a confirmé l'enracinement du parti lepéniste et, si, en 2007, l'opération séduction/aspiration des électeurs frontistes par Sarkozy a réussi, il est fort probable que cela ne se reproduise pas de sitôt.

La crise économique et financière a balayé les promesses sarkozystes et l'enracinement populaire du FN s'est maintenu et a même progressé dans les régions les plus sinistrées. Le nouveau programme économique et social de Marine Le Pen tient d'abord compte de ce contexte. Il vise avant tout à fidéliser un électorat populaire qui n'en peut plus de la crise et qui, en même temps, ne croit plus à de possibles solutions progressistes. Il cherche aussi à présenter le FN comme un parti sérieux, prêt à gouverner, certainement pas en 2012, mais en misant sur un éclatement de l'UMP après la défaite probable de Sarkozy et sur une recomposition à droite dont il profiterait.

- 0 -

L'analyse ci-dessus a été écrite début 2012, quelques mois avant la présidentielle. Depuis, elle n'a malheureusement pas été démentie, bien au contraire. Le programme 2017 du FN n'a lui non plus pas changé. Seuls quelques ajustements à celui de 2012, sans nouveauté majeure, a lui même indiqué l'eurodéputé FN Bernard Monot en juin 2016. C'est pourquoi le nouveau premier chapitre de cette brochure est une reproduction d'un article publié par Visa en juillet 2016, suite aux premières annonces du FN sur son programme 2017.

Preuve supplémentaire si nécessaire, l'interview de Marine Le Pen mercredi 25 janvier 2017 au sujet de l'euro : Toujours défavorable à une hausse du Smic, comme en 2012, elle ressort une « *idée* » de son programme de la dite année consistant à « *mettre en œuvre une contribution sociale à l'importation de 3% sur l'intégralité des biens et services importés* ». La motivation du parti frontiste est de ne surtout pas pénaliser les bénéfices des chefs d'entreprises en faisant croire à une augmentation improbable des salaires mensuels inférieurs à 1500 €.

- 5 -

De même, au sujet de la sortie de l'euro, aucune nouveauté dans le programme du FN pour 2017 : Sujet éminemment « nationaliste » et surtout populiste, le retour au franc français serait doublé d'un maintien de la monnaie européenne pour les échanges commerciaux. En clair, le franc pour les pauvres, l'euro pour les riches !

A ce sujet, Visa tient à souligner que l'inflation des prix des produits de consommation courante en France n'est pas forcément liée à la mise en place de l'euro.

En comparant les données recensées par Global-Rates.com, un site source pour les taux d'intérêts et indicateurs économiques internationaux, le lien entre euro et hausse des prix est complètement discrédité : si on met en regard les variations des taux d'inflation, de 2007 à 2016, en Grande-Bretagne, qui a conservé sa monnaie nationale, en Chine, très éloignée de l'Europe, et en France on constate que c'est en France, qui est dans la zone euro, que l'inflation a été la plus faible.

En Angleterre , où la Livre Sterling demeure la monnaie nationale, l'inflation depuis 2007 s'est traduit ainsi :		En France , pour la même période de 2007 à 2016, l'inflation soi disant à cause de l'Euro, a été bien plus faible :		En Chine , très éloignée de la zone Euro, l'inflation, a également été plus forte qu'en France depuis la crise de 2008 :	
période	inflation	période	inflation	période	inflation
décembre 2016	1,595 %	décembre 2016	0,610 %	décembre 2016	2,310 %
décembre 2015	0,200 %	décembre 2015	0,180 %	décembre 2015	1,671 %
décembre 2014	0,502 %	décembre 2014	0,060 %	décembre 2014	1,483 %
décembre 2013	1,991 %	décembre 2013	0,692 %	décembre 2013	2,507 %
décembre 2012	2,712 %	décembre 2012	1,335 %	décembre 2012	2,551 %
décembre 2011	4,195 %	décembre 2011	2,446 %	décembre 2011	4,064 %
décembre 2010	3,730 %	décembre 2010	1,767 %	décembre 2010	4,571 %
décembre 2009	2,831 %	décembre 2009	0,908 %	décembre 2009	1,704 %
décembre 2008	3,107 %	décembre 2008	1,003 %	décembre 2008	1,260 %
décembre 2007	2,115 %	décembre 2007	2,589 %	décembre 2007	6,579 %

La hausse des prix n'est donc pas provoquée par l'euro, contrairement à ce qu'affirme le FN. (« *l'euro a échoué, cette monnaie a entraîné une augmentation spectaculaire des prix et donc une baisse du pouvoir d'achat* ». Marine Le Pen sur Europe 1 le 25 janvier 2017).

Visa affirme que le discours du FN, sur l'euro comme sur d'autres sujets, est un révélateur flagrant de la capacité des populistes d'extrême droite à mentir et à détourner la vérité. C'est indigne de notre démocratie et particulièrement dange-reux.

Aujourd'hui, les dirigeants du FN croient mordicus à la présence de leur candidate au second tour de l'élection présidentielle de 2017 et à un accroissement sans précédent de leurs scores lors des législatives. Le 4 février 2017, le FN lance

officiellement sa campagne lors d'assises nationales à Lyon. Le même jour, VISA réunit à Paris les signataires de l'Appel de VISA « *Pour l'unité syndicale face à l'extrême droite* ». Les réponses et les ripostes syndicales se mettent en place.

Les 144 propositions du Fn pour les élections 2017, rendues publiques le 4 février, s'inscrivent dans la droite ligne du programme de 2012. Le patriotisme est plus fortement mis en avant, justifiant, avec le détournement de la laïcité, une exclusion encore inédite des musulmans de notre société.

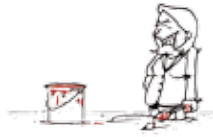
Derrière la sémantique de communication (« Une France libre, sûre, prospère, juste, fière, puissante et durable ») se cache à peine un programme autoritaire, raciste, sécuritaire, libéral et nationaliste.

Et la disparition du nom et des symboles du parti lepéniste au profit de la seule « *marque Marine* » ne doit pas faire oublier que leur équipe de campagne, avec Rachline comme directeur, est composée de 35 représentants de la nébuleuse d'extrême droite, de Vardon au Soralien, et est relayée par Riposte Laïque, les catholiques intégristes ...

Le mouvement syndical se doit de redoubler d'initiatives et d'actions pour contrecarrer l'audience du FN dans le monde salarié.

Cette petite brochure a donc l'ambition de livrer une analyse syndicale pour contrer le discours et le programme du FN qui risquent de tromper un nombre important de salariés et de fonctionnaires.

Mars 2017



Programme électoral du FN pour 2017 : Rien de bon pour les salarié-e-s !

Dans une interview accordée à 'Valeurs actuelles' le 7 juillet 2016, journal bien connu pour diffuser les idées de la droite dure et de l'extrême droite, Marine Le Pen dévoilait une partie de son programme électoral pour 2017. Opportunisme, racisme, stigmatisation de l'islam, patriotisme replié, fin des 35 h, abrogation du mariage pour tous, allongement de la durée de cotisation pour la retraite, pas d'augmentation du Smic ...

Rien de nouveau pour le parti frontiste et rien de bon pour les salarié-e-s ! Et en plus, elle soutiendrait Trump, si elle était américaine, ce qui ne nous étonne pas du tout !

Opportunisme

Au sujet de la loi travail, le FN avait annoncé qu'il voterait la motion de censure, mais il n'y en a pas eu de déposée au deuxième passage. Ce clin d'œil aux salarié-e-s opposé-e-s aux reculs voulus par le gouvernement n'était en fait qu'un trompe l'œil ! Alors qu'une grande majorité de la population était opposée à cette loi, le FN déclarait les soutenir mais oubliait de rappeler que ses députés et sénateurs avaient souhaité déposer des amendements pour la rendre encore plus libérale.

Ces amendements, qui correspondent au fond idéologique d'un « *FN pro-capitalisme français* », soutenant plus les intérêts des petits patrons que ceux de leurs salarié-e-s (voir le paragraphe sur le Smic), ont été retirés in extremis sous pression du bureau politique du FN par pur esprit d'opportunisme.

Racisme

Marine Le Pen déclare ne pas avoir de vision raciale du 'peuple' français car il y a des « *noirs français dans les îles* ». Et elle déclare dans la foulée qu'elle est une adversaire résolue du droit du sol, et qu'elle est favorable à la suppression de la

double nationalité. En résumé, dès qu'elle arrive au pouvoir, aucun « non blanc » ne pourra devenir français. Et comme depuis les origines du FN, elle martèle qu'il faut stopper et récupérer les dépenses exorbitantes de l'immigration associées à la fraude sociale, sans parler bien entendu des cotisations non reversées par certains employeurs. Dans cette interview, l'expression « *submersion migratoire* » est également mise en avant, associée à « *l'insécurité insupportable* ». Vous avez dit dédramatisation ?

Stigmatisation de l'islam

« *Les français juifs de bonne foi n'ont pas une seule raison d'être inquiets du FN, c'est le seul à avoir la capacité, le courage et la volonté d'éradiquer le fondamentalisme islamiste* ». Par contre, les juifs de mauvaise foi ont du souci à se faire ... Quant à la capacité, au courage et à la volonté des nerfs du FN de lutter contre les musulmans, nous l'avons déjà vu à l'œuvre avec les ratonnades des 'identitaires' et les opérations « *saucisson pinard* » ou fête du cochon à Hayange notamment.

Patriotisme replié

Dopée par le Brexit, Marine Le Pen annonce un printemps des patriotes ! Mais on ne sait toujours pas, au-delà des incantations habituelles, pourquoi la sortie de l'Europe serait un plus pour les salarié-e-s, ni pourquoi une souveraineté française suffirait à améliorer leur sort.

Fin des 35 heures

Le programme 2017 du FN prône le retour aux 39 heures, négocié branche par branche. Pas besoin de longs commentaires, sauf à répéter que les organisations syndicales ont là une raison fondamentale de plus de lutter contre l'audience du FN.

Abrogation du mariage pour tous

Appelé mariage homosexuel, histoire de bien stigmatiser une partie de la population, le mariage pour tous sera abrogé par le FN mais le Pacs sera amélioré pour tenir compte des problématiques fiscales et patrimoniales. Après avoir voulu opposer les français et les étrangers, le FN tente aussi une division de la population en ne donnant pas les mêmes droits à tout le monde. C'est un exemple très parlant de la nature profonde du parti d'extrême droite loin de sa 'vitrine électorale' ?

Allongement de la durée de cotisation pour la retraite

En utilisant une sémantique habile, Marine Le Pen déclare que si, malgré les fortes économies à faire sur les dépenses néfastes de l'Etat, le système de retraite reste fragile et en danger, alors les français accepteront les sacrifices qu'on leur demandera en augmentant la durée de cotisations. En résumé, le FN a comme 'revendication' la retraite à 60 ans avec 40 ans de cotisations mais il est prêt à l'abandonner dès qu'il arrivera au pouvoir.

Pas d'augmentation du Smic

« Nous n'avons jamais proposé une augmentation du smic payée par les entreprises ». « Nous sommes les défenseurs des TPE et PME ». « Prise en charge par l'Etat de 200 euros de la part salariale des cotisations sociales jusqu'à 1,4 smic, financée par une contribution à l'importation de 3 % » ... Dans le programme du FN, il n'y a donc aucune volonté de mieux répartir le produit du travail en direction des salarié-e-s, mais plutôt un affichage d'augmentation des salaires reposant sur une hypothèse complètement hasardeuse : une taxe sur les importations. Et si elle rapporte moins que prévu à cause d'une barrière douanière répulsive ? Et quelle justification à la taxation de produits que nous devons impérativement importer puisque nous n'en disposons pas sur notre territoire ?

De plus si l'on comprend bien, l'Etat compenserait une fois de plus un allègement de cotisations sociales, cette fois des salarié.es, comme il le fait avec celles des employeurs depuis plus de 20 ans, avec le succès que l'on connaît du côté de l'emploi ! Et si cette compensation était un jour compromise ? Quid de la garantie des droits sociaux pour les salarié.es ? A quoi servirait cette hausse de salaire si les salarié.es devaient eux-mêmes 's'assurer'... ? Sinon à les appauvrir et à enrichir les compagnies d'assurance...

En conclusion, rien ne change dans le programme du FN, il est toujours contraire aux intérêts des salarié-e-s. Et lorsque Marine Le Pen déclare qu'elle « *tend la main à Nicolas Dupont-Aignan et à Philippe De Villiers* », elle prouve qu'elle se situe bien à l'extrême droite de l'échiquier politique, et certainement pas en dehors ou au-dessus. Mais le plus inquiétant est qu'elle réaffirme avoir une vision démocratique et républicaine, alors que nombre de décisions prises dans les 15 mairies d'extrême droite indiquent le contraire. La conquête du pouvoir par les moyens légaux existants est toujours affichée, mais les revirements à prévoir une fois le FN installé à la tête de l'exécutif sont aussi déjà écrits.



L'économie vue du FN : « nationaliser » et aggraver la crise !

A propos de la dette

Un des chapitres les plus importants du programme frontiste traite de cet aspect de la crise. Celui-ci ne comporte aucune analyse sérieuse de la crise de la dette, de ses rapports avec la crise financière de 2008, du rôle désastreux du renflouement des banques par les Etats sans contrepartie ni contrôle... Il se contente de souligner la responsabilité de la politique de Sarkozy, bien réelle par ailleurs, dans l'aggravation de la crise ; logiquement le FN ne remet aucunement en cause la légitimité de cette dette. Il se contente de faire la part des choses entre la « *réduction de la mauvaise dépense* » et la « *préservation de la bonne dépense utile et efficace* ».

Mais qu'est ce que la « *bonne dépense* » ? Le parti lepéniste y met l'Ecole, la Santé, la Justice, la Sécurité et la Défense Bien évidemment c'est sur ces trois derniers points que Marine Le Pen est la plus proluxe et ... dépensière ! Ainsi elle a dévoilé début décembre quelques propositions concrètes : création d'une garde nationale pour maintenir l'ordre et mise en chantier d'un deuxième sous-marin nucléaire (qui coûterait des milliards d'euros)

Quant à la « *mauvaise dépense* » la solution serait : « *la reprise en main des finances du pays [qui] passe par une politique responsable de la dépense publique* » c'est à dire une « *loi cadre* » « *qui instaurera à terme l'obligation d'un déficit structurel égal à zéro* » Tout cela ressemble comme deux gouttes d'eau à la « *règle d'or* » chère à Sarkozy, Merkel et tous les ultra-libéraux !

Le FN veut par ailleurs autoriser la Banque de France à détenir des titres de la dette publique mais c'est pour que « *l'allocation privilégiée de l'épargne des Français à la dette publique soit encouragée par des mesures fiscales et réglementaires* »

Ainsi , Marine Le Pen souhaite que les Français vident leur livret A pour mettre leur argent à la Banque de France afin de franciser la dette dont « *la part ... détenue par des étrangers atteint 67 %* ».

Le programme frontiste justifie cette mesure par les vertus de l'exemple du Japon dont 92% de sa dette est « *domestique* ». Ce que ne dit pas le FN c'est que ce « *modèle* » d'épargne japonais n'a pas empêché une récession économique pendant une décennie, dont le pays peine à sortir (il en est même une des causes), et qu'il se traduit par une situation sociale très dure pour les travailleurs, les jeunes et les retraités.

l'Euro

Source de tous nos maux claironne le FN. Et pourtant dans l'Europe des 27, bien des pays qui ont gardé leur monnaie nationale connaissent eux aussi une crise sans précédent : La Grande-Bretagne, malgré sa livre sterling connaît un chômage record et une crise sociale importante ! Marine Le Pen se garde bien d'en parler et propose comme remède miracle une sortie de l'euro ... négociée sur 6 mois.

Conscient de la difficulté, les rédacteurs du programme précisent : « *Il conviendra d'adopter des mesures de contrôle des mouvements de spéculation des capitaux* ». Quelles mesures ? Par quels moyens législatifs ? Mystère et boules de gomme, le lecteur n'en saura rien.

Qu'en sera-t-il de l'explosion prévisible de la dette, libellée en euros, après la « *dévaluation compétitive* » qui suivra le retour au Franc ? A cette question simple, le FN se garde bien de répondre par la remise en cause du bien fondé du remboursement de la dette (voir paragraphe précédent) ni même son étalement, sa suspension ou même sa renégociation ; il se contente de proposer « *une taxation exceptionnelle des actifs extérieurs libellés en euro détenus par les banques ... pour compenser les coûts pour l'Etat de sa dette résiduelle en euro, dans l'hypothèse très peu vraisemblable où l'euro existerait encore* ». « *Résiduelle* » la dette en euro ? Alors qu'une dévaluation de 25 % la ferait augmenter mécaniquement d'autant !

Les « *économistes* » du FN se moquent de tout cela car ils parient sur le fait que l'euro n'existera plus puisque les autres pays de la zone euro, suivront l'exemple français ! Ainsi, l'Allemagne reviendrait au mark puisqu'« *une majorité d'Allemands [y] sont favorable* ».

Ce conte de fée ne résiste pas à l'analyse. Le FN veut revenir au franc, mais ne remet pas en cause le traité de Lisbonne, ne prévoit aucune mesure réellement contraignante par rapport aux banques et aux mouvements spéculatifs sur les

capitiaux et les monnaies ! C'est un couteau sans lame et sans manche qu'il agite par pure démagogie. Pour la grande majorité de la population une telle aventure ajouterait de la crise à la crise . La « *dévaluation compétitive* » serait suivie d'une inflation galopante synonyme de perte de pouvoir d'achat, sans parler de la hausse vertigineuse des prix de certaines matières premières et de l'essence, exclusivement importées et dont les prix sont établis en dollar.

Cependant, récemment, Marine le Pen s'est un peu ravisée : dans une déclaration à la radio le 27 novembre 2011, elle déclare que, parallèlement au franc, elle envisage de « *conserver l'euro comme monnaie commune* », un peu comme l'ECU à une certaine période. N'a-t-elle plus confiance dans ses économistes ou a-t-elle simplement peur d'inquiéter l'électorat retraité ?

Quoi qu'il en soit, avec l'agitation sur le thème du retour au Franc, le Front National ne vise pas à soulager le peuple ; il s'agit, avant tout, d'une démarche idéologique visant à promouvoir le nationalisme, le chauvinisme, l'idée de l'union nationale dans la guerre économique contre « *les autres* ». C'est l'idée d'un capitalisme national agressif où le peuple, au-delà des différences et des intérêts sociaux, est uni derrière sa monnaie, son armée, son Etat, son Chef... On connaît la suite du film, elle a déjà été tournée plusieurs fois au cours du XX^e siècle avec, à la clef, les désastres que l'on sait.

Une réponse nationaliste et protectionniste sans issue

La traduction de cette « *guerre économique nationaliste* » se fait aussi lorsque le FN quitte le postulat d'un Etat ultra libéral qui a été le sien dans les années 80, pour mettre en avant dans son programme sa volonté d'un « *Etat fort* » et « *stratège* ». La déclinaison principale, au plan économique, de cet Etat fort est une politique de « *réindustrialisation* ».

Au delà de l'incantation de « *l'emploi, comme priorité nationale* », le FN mise sur cet axe comme solution magique (« *seule une industrie prospère est le gage de gains de productivité élevés, d'une économie dynamique et innovante, de la création d'un tissu dense de PME/PMI sur tout le territoire et d'emplois qualifiés permettant de remettre en marche l'ascenseur social* »)

Pour arriver à son objectif, le FN compte passer par une politique protectionniste : Marine Le Pen, et tout le FN derrière elle, n'hésite pas à se poser en sauveur « *face à une mondialisation débridée* » et à la « *concurrence déloyale* » qui en découle pour la France. Mais aussi face à l' Union Européenne et un « *fonctionnement de la zone euro qui nous soumet à la politique d'hyper-compétitivité de l'Allemagne* » (voir paragraphe sur l'euro).

Le Pen : des chiffres et des haines !

Le 12 janvier, le Front National a présenté le chiffrage de son projet économique. Sur le fond, le programme du FN demeure fondé sur le rejet et la haine de tout ce qui vient de l'extérieur de la France (immigrés, biens importés, Union Européenne). Sur la forme, les chiffres éréctés par la « fille de son père » ne sont pas crédibles car calculés sur des hypothèses invérifiables. 97 milliards d'euros de dépenses face à 240 milliards de recettes, le tout grâce à des mesures protectionnistes et à la sortie de l'euro, c'est carrément farfelu ! Mais, comme on dit, « plus c'est gros, plus ça passe ».

La haine de l'autre, tout un programme

Annoncer 41 milliards d'euros de recettes grâce à la réduction de l'immigration et l'expulsion systématique des sans papiers relève à la fois de la haine et de l'imaginaire. En effet, au-delà du discours populiste qui désigne toujours l'étranger comme le responsable de tous nos maux, Le Pen omet volontairement de dire que ces expulsions coûteraient au bas mot 6 milliards (le coût actuel d'une expulsion est de 21 000 euros) et que la contribution nette des immigrés, avec ou sans papiers, aux budgets publics (Impôts et taxes, cotisations sociales) est à l'heure actuelle de 12,5 milliards.

De même, la sortie de l'euro représenterait avant tout une aggravation des déficits. D'abord parce que cette autarcie économique et financière nous priverait de recettes fiscales de l'ordre de 50 milliards du fait de la baisse prévisible des importations, ensuite parce que la spéculation contre le franc et les mesures de rétorsion économique que prendraient tous les pays de la planète (sauf la Hongrie peut être...) conduiraient à un effondrement de notre économie, donc de la croissance.

En clair, ces mesures aboutiraient à des reculs de parts de marché à l'exportation qui sont synonymes de

destructions d'emplois encore plus violentes que dans le contexte d'économie mondialisée actuelle !

Des mesures réactionnaires bien plus coûteuses qu'il n'y paraît

Selon les calculs de nombreux économistes, le programme du FN aboutirait à une hausse des dépenses publiques contradictoire avec la stabilité de ces dépenses dont Marine Le Pen a fait un de ses objectifs !

Dans les faits, la mise en œuvre :

- des mesures ultra sécuritaires visant à instaurer un "Etat fort": 40 000 places de plus en prison, plus 2 % du budget de la défense, recrutement de 19 000 policiers,
- des mesures « *famille – patrie* » visant à renvoyer les femmes au foyer : 2 milliards pour un revenu parental,
- et des mesures populistes (6,4 milliards pour la sécurité ; 8,5 pour la justice) conduiraient à un accroissement du déficit public et à un gonflement de la dette la portant à 130 % du PIB contre plus de 80 % aujourd'hui.

D'autre part, sur quelle hypothèse sérieuse s'appuie le FN pour affirmer que la taxe de 3 % sur l'ensemble des biens et services importés en France rapporterait 74 milliards d'euros pour financer l'exonération de charges sociales de 200 euros sur les salaires inférieurs à 1,4 fois le Smic ? Qui peut savoir quels seront les volumes des échanges internationaux avec un pays replié sur lui-même ? Qui paiera cette taxe, les consommateurs ou les producteurs ?

En résumé, les vieilles recettes du FN sont toujours à l'œuvre : les incantations, la désignation de boucs émissaires et des mesures aussi magiques qu'imprécises côtoient les fantasmes nationalistes, le show médiatique.

Il affirme donc la mise en place de « *protections intelligentes aux frontières* » vis-à-vis de pays choisis censés « *nous* » concurrencer de « *façon déloyale* »: sur ce point sont cités la Chine et certains pays d'Europe de l'Est. Mais, le même programme explicite clairement que ces dispositions protectionnistes ne seront pas valables pour des pays « *de niveau économique, social et environnemental comparable comme l'Allemagne ou les Etats-Unis* ». Un protectionnisme d'abord anti chinois donc, d'autant plus inefficace et pénalisant pour les faibles revenus que beaucoup de produits exportés par ce pays ne sont plus du tout produits en France (ex: le textile). Par ailleurs, l'essentiel du commerce extérieur de la France se faisant avec l'Union Européenne et les Etats Unis, on voit d'emblée le caractère dérisoire de ces mesures.

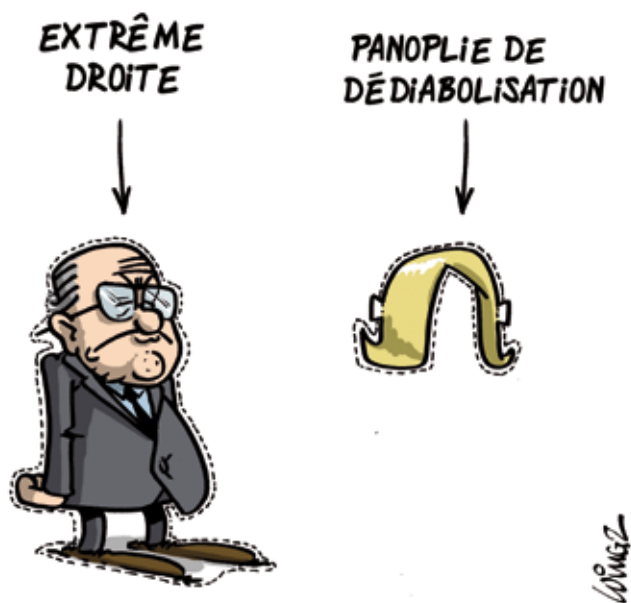
Des « *droits de douane ciblés et quotas d'importation* » seront proposés mais rien n'est dit sur les inévitables mesures de rétorsion et comment y faire face. Nos matamores du FN s'en remettent donc à « *une renégociation des traités européen [pour mettre] fin au dogme de la concurrence libre et non faussée* ». Peux-t-on penser sérieusement que le patronat « *effrayé* » par de telles menaces re-localisera ses productions en France ? Bien sûr que non, mais là n'est pas le vrai objectif du FN. En fait c'est surtout le sort des PME/PMI qui l'intéresse.

Mais, là encore, l'inflation du texte cache mal le côté dérisoire de certaines mesures. Ainsi est annoncée, avec force détails « *la grande réforme de la simplification des entreprises* » supposées sortir les PME du « *maquis administratif* ». Sont prévues également des négociations avec les banques « *afin qu'elles fassent leur métier et jouent leur rôle dans la vie économique du pays* » et encore des « *renégociations des traités européens* » pour que les PME aient la priorité dans l'accès aux marchés publics. En attendant le résultat des négociations, les banquiers qui coupent les crédits de certaines PME pourront dormir tranquille : Le FN qui veut négocier et ménager tout le monde ne sera pas plus dangereux pour eux qu'un tigre en peluche ! Quant à l'emploi créé, aucune trace dans toutes ces mesurette !

Pour enfoncer le clou, la « *valorisation du commerce et de l'artisanat* » est célébrée « *parce qu'elle contribue à la perpétuation de traditions qui sont intimement liés à l'histoire des villes et des campagnes françaises, véritables symboles de l'art de vivre français et du raffinement de notre civilisation* ». Mais au-delà de ces envolées lyriques qui fleurent bon la tradition pétainiste, quelles propositions concrètes ? Une « *loi "achetons français" qui favorisera les productions françaises y compris au niveau très local* » ?

Voilà bien de la poudre aux yeux qui ne pourra pas résister à la réalité des prix : qui achètera des produits « *français* » si, à qualité égale, ils sont plus chers que d'autres ! En tout cas certainement pas la masse des chômeurs ni les salariés du commerce et de l'artisanat dont le FN ne dit pas un mot : ni de leurs bas salaires, ni de leur conditions de travail, ni de leur précarité !

Par contre, une mesure très concrète est proposée dans ce chapitre : la fin de l'école obligatoire pour tous jusqu'à 16 ans par « l'abaissement à 14 ans de l'âge plancher pour pouvoir bénéficier d'un contrat d'apprentissage ». Sortir les adolescents de l'Education nationale pour les mettre dans les mains des petits patrons dès 14 ans, voici la perspective que le FN veut offrir à la jeunesse. Un retour en arrière bien éloigné des préoccupations d'emploi et véritable formation professionnelle pour les jeunes.





Social, emploi, pouvoir d'achat : poudre aux yeux et mise au pas

L'emploi

La question du chômage et de l'emploi est au cœur des préoccupations populaires. Le Front National prétend y répondre dans deux chapitres de son programme intitulé « *emploi, artisanat et commerce* » et « *emploi, réindustrialisation et PME/PMI* ».

Le chapitre sur l'emploi commence par dresser un tableau du chômage et de « *l'abandon de nos PME/PMI* » et la réindustrialisation (voir chapitre précédent). C'est dans le chapitre suivant « *Une gestion dynamique du marché du travail, favorable à l'emploi des Français* » que l'on rentre dans le vif du sujet, où les intentions du FN se dévoilent. C'est ici qu'apparaissent les véritables propositions, non pas pour l'emploi, mais pour diviser les travailleurs entre français et immigrés, salariés et chômeurs :

- « *Le non respect par un demandeur d'emploi des obligations imposés par Pôle Emploi sera plus sérieusement vérifié* » et il est précisé que les conditions d'acceptation d'un emploi « *seront définies* » ...
- La priorité, à compétence égale, à l'emploi des personnes ayant la nationalité française est affirmée et fera l'objet d'une loi pour « *contraindre Pôle Emploi à appliquer cette priorité aux demandeurs d'emploi* ».
- La liste des emplois de « *souveraineté* » (comme la Fonction publique actuellement) sera élargie, ce qui automatiquement privera les non-français de certains postes auxquels ils pouvaient postuler jusqu'à maintenant.

En outre, à travers cette proposition de recherche d'emploi plus sérieusement vérifiée, le chômeur est toujours soupçonné d'être un fraudeur et un fainéant, nécessitant des vérifications de ses recherches d'emploi. En clair, le FN sauce Marine continue dans la tradition d'extrême droite, stigmatisant le chômeur, toujours enclin à ratiboiser le système d'aides sociales.

En contrepoint de toutes ces propositions, ce chapitre commence étrangement par l'annonce que « *pour ne pas perturber à nouveau grandement le fonctionnement du marché du travail (...) les lois sur le temps de travail (35 h) ne seront pas abolies ...* ». Mais, une « *renégociation sera autorisée à la condition qu'elle s'accompagne d'une augmentation proportionnelle du salaire* ». Il est assez comique de voir que le FN prévoit, en grand prince, une contrepartie en augmentation des salaires si la durée hebdomadaire du temps de travail est augmentée !

Enfin, aucune analyse ou proposition n'est faite par le FN sur le type de contrats auxquels ont recours les entreprises, petites ou grandes. Or, depuis 15 ans, les statistiques de Pôle Emploi ou de l'INSEE révèlent une accélération de la précarité de l'emploi : contrat à durée déterminée et intérim sont le lot commun de millions de salariés. Les plans sociaux touchent des milliers d'entre eux.

Aucune proposition concrète pour endiguer cette précarité, ces abus et les licenciements massifs par les entreprises n'est présente dans le programme du FN. Tout au plus, quelques déclarations ou communiqués de presse « *poudre aux yeux* » pourraient faire penser aux naïfs que le FN se préoccupe des salariés mis au chômage ou précaires. Mais il n'en est rien. Dès qu'une lutte démarre, comme à Pétroplus, le FN dépense son énergie à dénoncer le « *sectarisme* » des syndicats qui auraient soutenu 30 ans de politique mondialiste !

Le pouvoir d'achat

Bien évidemment le parti lepéniste noie la question des salaires dans la notion plus floue de « *pouvoir d'achat* », renvoyant son redressement au « *retour de la croissance* » et à « *une politique fiscale profondément réformée* ». Pour le reste : réglementation du prix plafond du gaz et de l'électricité, abaissement de la TIPP sur les carburants en cas de envolée des prix, hausse du plafond donnant droit aux pensions de reversions dans le privé ; autant de promesses certes modestes mais qui visent à appâter l'électorat populaire.

Mais quand le parti frontiste parle des revenus des salariés du privé, il garantit simplement l'indexation des salaires et du minimum retraite sur l'inflation et, à propos des fonctionnaires il ne parle que d'une augmentation indéterminée du point d'indice. Le Père Noël FN fait un cadeau de dupes : en effet, la part des salaires a diminué dans le PIB français. De plus, face à la hausse des prix, les salaires n'ont pas été augmentés depuis des années, en tout cas pas assez pour combler l'inflation. Il y a donc un retard important à rattraper : la seule mesure d'indexation des salaires sur l'inflation est un leurre et ne suffira pas. Il est aujourd'hui nécessaire de revaloriser les salaires, les minimum retraites ou les traitements de manière conséquente pour combler l'importance de la perte cumulée du pouvoir d'achat.

Ensuite, le FN sort de son chapeau une proposition de redistribution des dividendes, ressemblant étrangement à celle tentée par Sarkozy en 2011 : L'impôt sur les sociétés serait « *modulé pour inciter les entreprises à adopter une politique salariale plus généreuse et distribuer davantage de leurs profits à leurs salariés* ». Elle serait aussi « *un moyen de reconnaître au personnel une part de propriété dans l'entreprise, sans droit de vote, mais permettant le versement de dividendes* ».

Le fiasco de la prime de 1000 e du gouvernement Sarkozy montre, à travers les accords d'entreprise réellement signés et dont les syndicats et la presse se sont fait écho, que cette proposition n'est pas de nature à augmenter les salaires mais à créer des primes de quelques euros. Quant aux très pauvres et aux exclus, ils sont singulièrement les oubliés de ce chapitre : pas de revalorisation des minima sociaux, rien sur le RSA ...

A noter aussi que, comme d'habitude, le FN fait porter sur les immigrés une part de responsabilité dans la dégradation du pouvoir d'achat alors qu'ils en sont aussi les victimes. L'introduction précise à ce propos que « *l'immigration, quant à elle, est favorisée pour mener une concurrence qui pèse à la baisse sur ces mêmes salaires* ». Tout le monde comprendra que ce ne sont pas les patrons qui sont visés dans ce constat faussement objectif mais la population immigrée qui est une fois encore stigmatisée.

Le Front national et les fonctionnaires

Bien avant la ligne politique de l'Etat fort et stratège, Marine Le Pen avait jugé utile de faire des appels du pied aux fonctionnaires (« *lettre aux fonctionnaires* »). Outre les promesses d'augmentation du point d'indice (non chiffrées !), Marine le Pen se pose en protectrice du Service public et propose l'arrêt de la RGPP et sa cohorte de non remplacement de fonctionnaires.

Pourtant, dans le même programme, le FN propose un simple « *gel des baisses des effectifs* » de la Fonction Publique d'Etat et la présentation annuelle de « *plan impératif de réduction ou de stabilisation de leurs effectifs* » par les collectivités locales. Or, au vu des coupes déjà opérées dans ces emplois, un gel ou plus encore de nouvelles baisses ne règlent en aucun cas le problème de l'effectivité du service public : un plan d'embauche réel et conséquent est nécessaire pour assurer ces services et améliorer les conditions de travail des agents.

Le Front national et la protection sociale

Ce sont les exonérations et les fraudes patronales au système de cotisations sociales, et non pas la fraude des salariés, notamment des étrangers que le FN pourfend, qui ont conduit à son déséquilibre. Le FN ne fait bien sûr pas ce constat et en premier lieu, il préconise, dans « *le même temps* » « *d'alléger le coût du travail, sans pour autant grever le*

pouvoir d'achat des ménages ». En d'autres termes, cela revient à « *financer une diminution de charges des employeurs par l'institution d'une taxe sur les transactions financières* » Et, concrètement, « *pour atteindre cet objectif, la France soutiendra l'instauration de cette taxe sur les transactions financières à l'échelon international* ». Le FN prévoit donc clairement de nouvelles exonérations de cotisations patronales, diminuant encore les recettes du système de protection sociale.

En contrepartie, la taxe prévue sur les transactions financières devient une des tartes à la crème de son programme économique, mais plus prudent que Sarkozy, le FN prévoit de soutenir son instauration ... à l'échelon international. Parions que la belle promesse de taxation financière tombera à l'eau mais que les exonérations resteront !

Le Front national et les conditions de travail

Le FN ne se soucie manifestement pas du quotidien des salariés. Alors que l'Organisation Internationale du Travail (OIT) a défini la lutte contre les accidents du travail comme priorité mondiale, à l'heure où les risques aux travail sont de plus en plus importants (risques chimiques, biologiques, nanotechnologiques), le FN ne dit rien sur ce qu'il compte préconiser en matière de conditions de travail.

Tout comme les conditions d'emploi, les conditions de travail et l'amélioration de la sécurité et de l'organisation du travail des salariés sont les cadets des soucis du FN. Or, pour tous les salariés, au delà de la question du salaire, celle des conditions d'un travail, où il passent le plus clair de leur temps, est primordial : il est hors de question pour nous de perdre sa vie à la gagner ! Et le FN ne répond en rien à ces préoccupations.

De temps en temps, au travers d'élus, de Steeve Briois en particulier, le FN va faire des annonces charitables sur les conditions difficiles de certaines catégories d'emplois (mineurs, victimes de l'amiante...). Mais, au delà des discours, il n'y a aucun embryon de réflexion ou de proposition dans le programme du FN .

Le Front national et la santé

Réformer la Santé a été le thème d'un des récents colloques animés par Marine Le Pen en novembre 2011. Comme le dit l'hebdomadaire 'Marianne' sur son site internet : « *un doit de gestion, et deux de discrimination* » résume bien son contenu.

Si elle proteste contre le déremboursement des médicaments, peu de solutions apparaissent hormis « *la vente des médicaments au détail* » à l'instar de ce qui se pratique déjà en Grande Bretagne et aux USA. Aucune mesure contraignante n'est envisagée à l'encontre des gros laboratoires pharmaceutiques et des prix qu'ils imposent à la collectivité. En gestionnaire, le FN a aussi réagi à la provocation du gouvernement de

Sarkozy qui envisageait un quatrième jour de carence pour les arrêts maladie dans le privé et une dans le public. Il proposa « *par souci de justice sociale* » deux jours dans le privé et ... deux jours dans le public. Les salariés du public auront apprécié ! Au final, Sarkozy a décidé d'une journée de carence dans le public et maintenu les trois dans le privé.

Pour faire des économies, deux cibles sont désignées par le parti frontiste :

- Les fraudeurs : il n'est pas question pour le FN de traquer les employeurs qui ne payent pas leurs cotisations sociales (13 milliards d'après un récent rapport parlementaire) mais plutôt de désactiver les 10 millions de « *cartes vitales surnuméraires* » sensés générer une gigantesque fraude qui serait responsable du trou de la sécu, puisque selon la chef frontiste « *une carte vitale donne plus de droits qu'un passeport* ». Ces chiffres fantaisistes sont contestés par la Sécurité Sociale qui ne recense, elle, que 250 000 fraudes dues à la carte Vitale. Mais l'important pour le FN est de frapper les esprits et accessoirement de chiffrer de supposées économies à réaliser.
- Les immigrés sont bien sûr la deuxième cible du FN pour de grosses économies. Comment ? En supprimant l'AME (Aide Médicale d'Etat) : « *Nous ne laisserons pas mourir sur le trottoir des immigrés mais nous ne leur paierons pas les dents et les lunettes que nous ne pouvons même pas assumer pour nos compatriotes* » ose déclarer Marine Le Pen. Un rapport de l'IGAS de 2010 précisait pourtant que « *97 % des bénéficiaires de l'AME ont recours aux soins de ville* » et certainement pas aux prothèses dentaires ni aux lunettes. Mais Marine Le Pen n'en a cure : sa démagogie anti-immigrée ne sert qu'à habiller la vacuité de son discours sur la Santé et les moyens de la réformer.

Le Front national et les syndicats

Le programme du FN propose « *une grande réforme des syndicats* », « *avec comme objectif principal d'assurer une meilleure représentation des salariés* ». Là, le FN se prend magnifiquement les pieds dans le tapis : « *Le monopole de représentativité institué après la Libération sera supprimé, et les modalités d'élections des représentants des salariés seront revues* ». Le FN a simplement oublié que cette réforme a déjà eu lieu le 20 août 2008 par une loi, et que les scores consolidés des diverses élections donneront lieu à une cartographie syndicale sur cette base.

En réalité, au travers de cette méconnaissance, se révèle mieux les desideratas du FN : « *Des syndicats plus représentatifs (...) seront, en effet, plus à même d'entrer dans des logiques de concertation constructives et moins tentés de recourir à un rapport de forces (grève, manifestation) pour pallier leur manque de légitimité* ». Le FN revient sur son grand serpent de mer : les syndicats ne sont pas représentatifs et ne pensent qu'à faire grève et bloquer l'économie.

En désignant les syndicats qui le gênent comme non représentatifs, le FN cherche à faire la part belle à des syndicats maison ou proche du pouvoir. Et surtout, les droits des salariés à la sauce FN ne se font uniquement que dans un 'monde merveilleux' où il n'est besoin que de négociations. Or, la meilleure arme de défense réelle des salariés est la grève. Le FN veut la conditionner à des revendications « légitimes » et la circonscrire à des secteurs où ça ne gênera pas. Que feraient les salariés avec de tels syndicats qui ne pourraient changer « *un rapport de force* » : ils seraient pieds et poings liés !

Les sept mesures

En octobre 2011 Marine Le Pen a avancé un chiffrage de 30 milliards d'économie par an avec 7 mesures immédiates. Au delà des chiffres fantaisistes ou totalement invérifiables, sur ces sept mesures, deux visent directement les immigrés (suppression de l'Aide Médicale d'Etat et réduction de l'asile par cinq)

Une autre vise les « *tricheurs* » : « *réduction par quatre de la fraude sociale* ». Comprendons bien que ce ne sont pas les patrons qui volent l'URSSAF qui sont principalement visés ici ! Une quatrième mesure veut baisser de 2% les dotations de l'Etat aux Conseils généraux et régionaux et précise que toute décision sera « *assortie d'une interdiction d'augmenter les impôts locaux : les départements et les régions doivent faire des économies* ». Après le désengagement de l'Etat et le transfert non compensé de nombreuses charges aux départements et régions , le FN en rajoute une couche et rallie ici le chœur des libéraux dénonçant la gauche dépensière. La cinquième mesure dénonce la « *niche fiscale Copé* » qui avantage les grands groupes. La sixième attaque « *l'inutile politique de la ville* » et la septième supprime la contribution française au budget de l'Union Européenne.

Ce patchwork est significatif de l'incohérence apparente du programme lepéniste : un coup à gauche, deux coups à droite et trois coups contre les pauvres et les immigrés ! La cohérence est ailleurs ; ce n'est pas tant une logique économique et sociale qui intéresse le Front National mais plutôt de distiller le venin de la division, de l'exclusion et son pendant, l'hymne à l'Etat fort dont il serait le garant. En ces temps de crise, c'est le programme du fascisme moderne, qui avance masqué derrière la figure apaisée de Marine, la fille du vieux Chef.

Lettre aux fonctionnaires de Le Pen : Derrière le vernis, le fascisme est bien là !

VISA (Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes) alerte tous les fonctionnaires et les citoyens sur le contenu fasciste de « *la lettre aux fonctionnaires* » publiée par Marine Le Pen le 23 février 2011.

En la lisant rapidement, cette lettre est bien écrite, sans polémique ni outrecuidance, et apparaît consensuelle. En effet, elle appuie « *là où ça fait mal* », elle pointe la déliquescence bien réelle de l'Etat, elle met en cause la RGPP et les agissements répréhensibles de certains hauts fonctionnaires, elle prétend défendre le statut et l'intérêt général. Mais, comme d'habitude avec le FN depuis 4 décennies, la rhétorique apparemment « *socialement et politiquement correcte* » ne résiste pas aux analyses et aux valeurs syndicales que nous défendons :

Tout d'abord, une lettre aussi solennelle sur un sujet aussi grave devrait à tout le moins comprendre un début de programme politique et des moyens pour remédier aux problèmes soulevés. Hormis quelques formules bateau, « *le Front National propose de bâtir un Etat fort* », « *un Etat stratège qui aiguillonne notre pays vers l'innovation, la prospérité et assure son rayonnement* », « *un Etat protecteur et solidaire, garant des services publics* »... rien de précis, notamment sur la redistribution des richesses et sur la fiscalité qui sont pourtant des piliers fondamentaux pour la cohésion et la justice sociales. De plus, n'est-il pas inquiétant de parler d'Etat fort sans jamais citer la citoyenneté, la démocratie, l'égalité, la liberté, la solidarité ?

Ensuite, le fond de teint aguichant laisse néanmoins vite réapparaître les vieux démons fascistes du FN. C'est ainsi que le classement des missions de services publics par ordre d'importance ne laisse aucun doute sur le rôle d'un Etat fort, qui selon le FN, a un rôle central à jouer, comme à l'époque « *des rois bâtisseurs* (!) » : « *Police, gendarmerie et armée sont des fonctions essentielles de l'Etat, mais elles subissent une dangereuse évolution* ». Le

courrier s'insurge, en le citant, contre le nombre de suppressions d'emplois dans les secteurs sécuritaire et répressif, victimes de la RGPP, mais il est cruellement muet sur la mise en péril de la Justice, de la Recherche ou des Finances !

Quant à l'école et la santé, c'est sous les seuls angles du « *relâchement des valeurs* » et « *des violences scolaires* » pour l'une et d'un « *amenuisement des soins* » pour l'autre que leurs missions sont évoquées ! Souvenons-nous que le programme du FN pour les dernières élections présidentielles contenait la création d'un ministère de l'instruction publique, d'inspiration vichyste ...

Enfin, le sens des mesures proposées fait froid dans le dos : « *La fonction publique sera vivifiée par une sélection plus à même de valoriser le sens de l'Etat ; cesser de traiter de façon uniforme l'ensemble des agents publics* ». En clair, le FN veut des fonctionnaires profilés à son goût, obéissants et élitistes, quitte à se séparer de ceux qui ne lui conviennent pas ! « Les fonctions essentielles de l'Etat seront restaurées. Redresser l'Etat ne se confond pas avec une course aux effectifs » : Donc, plus d'armée, de policiers et de gendarmes pour un Etat fort mais qui se soucie exclusivement de son autorité et surtout pas des besoins sociaux !

« *Il n'y a pas d'Etat fort sans fonction publique formée, organisée, cohérente et motivée* » : Il ne manque que le port de l'uniforme brun marine !

« *Le sens des responsabilités nous oblige à une bonne gestion des deniers publics... les collectivités locales devront enfin maîtriser leurs dépenses* ». Cette violente attaque contre les collectivités locales et la décentralisation perd toute crédibilité lorsqu'on se rappelle la gestion calamiteuse et clientéliste du FN des budgets municipaux des mairies d'Orange, Toulon, Marignane et Vitrolles.



Le programme fiscal du FN : Incohérent et malhonnête !

Dès son introduction, le programme fiscal du FN révèle ses incohérences : « *L'impôt doit rester aussi faible que possible pour que la pression fiscale ne soit pas ressentie comme un véritable fardeau ... /... il est temps de le remettre à plat selon trois principes : la justice, l'efficacité budgétaire, l'efficacité économique* ». « *le système fiscal sera optimisé sans augmenter le taux de prélèvement obligatoire .../... voire le faire baisser* ». Alors que la production de richesses et l'accumulation de capitaux dans quelques portefeuilles s'accroissent, cette proposition est plus qu'incohérente, elle vise en fait à préserver les intérêts des plus riches tout en faisant croire aux plus démunis que « *ça ira mieux pour eux* ».

Pour les particuliers, l'incantation de « *la simplification* » tente de masquer l'absence de propositions allant vers plus de justice, par une plus forte progressivité notamment. Cette notion n'est d'ailleurs pas précisée, ce qui laisse supposer que pour le FN, l'impôt doit être le moins progressif possible.

Dans le chapitre consacré aux entreprises, les mesures envisagées ne visent qu'à réduire l'imposition des PME, sans augmenter véritablement celle des grandes entreprises alors que celles-ci paient proportionnellement moins d'impôt que les PME.

La hausse de la TVA sur les produits dits de luxe pourrait être séduisante, mais à la condition de l'accompagner d'un taux à zéro pour cent sur les produits de première nécessité (ils resteraient taxés à 5,5 %, ce qui est profondément injuste).

Enfin, la réécriture du Code Général des Impôts et sa « *constitutionnalisation* » font froid dans le dos : « *Une fois le nouveau Code promulgué, une réforme constitutionnelle interdira de créer un nouvel impôt* ». Mais dans quel intérêt, si ce n'est celui de figer notre société dans le conservatisme et le refus du progrès social alors que, dans le même temps, les besoins sociaux augmentent (une telle mesure reviendrait à empêcher l'instauration d'une véritable fiscalité écologique par exemple) ?

Fiscalité des particuliers : la grande illusion

Le rajout de tranches d'imposition intermédiaires peut être séduisant, mais pour pouvoir mesurer sa capacité à rendre l'impôt plus juste, il faudrait que le programme du FN en précise les taux d'imposition. Or, rien à ce sujet dans la version publique ! De même, comment intégrer la taxe d'habitation dans l'impôt sur le revenu pour la moitié des ménages qui ne payent pas d'impôt ? Ensuite, comment surtaxer la taxe foncière (dont la base est archaïque) des ménages propriétaires au prétexte qu'ils « économisent un loyer » sans alourdir la fiscalité des petits accédants à la propriété ?

Les incohérences du programme fiscal du FN sont encore plus flagrantes à la lecture du paragraphe sur la « fusion de l'ISF et de la taxe foncière pour créer un impôt unique sur le patrimoine au même taux que l'ISF actuel ». Cette mesure reviendrait à surtaxer les propriétaires de leur seule habitation principale, sans augmenter les cotisations des spéculateurs fonciers et en exonérant, de facto, les actifs financiers, principale source d'inégalité mais aussi de spéculation. Et ils osent appeler ça la justice fiscale !

Fiscalité des entreprises : le grand vide

Seize lignes dans le programme, alors qu'il y a tant à faire en ce domaine pour la justice fiscale ! Affirmer vouloir une plus grande progressivité de l'impôt sur les sociétés sans annoncer ni les taux, ni les tranches et sans toucher aux normes comptables (celles qui permettent de baisser le bénéfice fiscal) relève de la plus grande hypocrisie.

En effet, les deux seules mesures annoncées (limiter la possibilité de déduire les intérêts d'emprunt versés à l'étranger et imposer à l'IS les rémunérations des dirigeants supérieures à 1 million d'euros) ne vont pas changer grand-chose à la situation actuelle caractérisée par une inégalité devant l'impôt flagrante : le taux effectif d'imposition des PME est compris entre 22 et 28 % d'IS alors que celui des entreprises du CAC 40 ne s'élève qu'à 8 % en moyenne.

En fait, l'axe majeur du programme fiscal du FN pour les entreprises se limite à une idée : la levée de l'interdiction faite aux « business angels » d'investir en fonds propres dans les petites entreprises. En permettant ceci, le FN ouvrirait grand la porte à des investissements de « fils et filles de bonne famille » sans que soit taxé leur patrimoine, et cela avant qu'ils n'en héritent. Joli tour de passe-passe sur le dos de la justice fiscale !

La TVA : L'impôt le plus injuste dégagera de nouvelles recettes !

Dans un programme électoral véritablement social, la TVA devrait être sérieusement diminué car c'est l'impôt le plus injuste et le plus indolore (on le paye sans s'en rendre compte).

Mais le FN veut le rendre plus progressif pour qu'il dégage plus de recettes, alors qu'il contribue déjà à alimenter le budget à hauteur de 50% ! Mais comment rendre cette taxe progressive puisqu'en fiscalité, la progressivité s'applique en fonction des revenus ? Faudra-t-il présenter sa fiche de paye au supermarché pour calculer le taux de TVA dû ?

En ce qui concerne la mise en place d'un taux de TVA majoré pour les produits de luxe, pourquoi ne pas l'annoncer ? De toute façon, sachant que ces produits (berlines, joaillerie, cosmétiques) sont achetés soit à l'étranger, soit en « *duty-free* », quel intérêt pour le budget national si ce n'est de faire croire aux plus démunis que le FN s'attaque aux plus riches ?

De plus, n'oublions pas que la majorité des voitures de luxes achetées en France le sont au titre de voitures de sociétés, ce qui n'empêche pas de s'en servir le week-end. En les surtaxant, ces entreprises pourraient déduire encore plus de TVA et améliorer ainsi leur trésorerie !

En fait, les annonces du FN visant à ne pas alourdir les prélèvements obligatoires (impôts et taxes) ne sont que mensonges. En analysant les parties de son programme pour un Etat fort, pour les services publics (même limités à l'armée, la police, l'instruction ...) et pour le redressement économique, le FN au pouvoir aurait besoin d'un budget au moins aussi important qu'actuellement. Comme il se refuse à taxer plus fortement les grandes fortunes et qu'il annonce une simplification de l'impôt, celle-ci ne reviendrait en fait qu'à toujours faire « *payer les masses* », de la manière la moins visible possible, donc la plus injuste. Ou alors, le véritable programme fiscal du FN cacherait-il une formidable baisse de l'action publique, une négation de l'Etat solidaire ?



Le Front national et l'école : le faux tournant républicain

Orthographe, illettrisme, violences, l'extrême droite transforme ces grands débats de société concernant l'école en signes objectifs de la perversité de l'école républicaine, responsable d'une prétendue décadence du pays à laquelle le nationalisme autoritaire est sensé mettre fin. Longtemps le Front national a présenté l'école publique comme un monstre totalitaire qu'il fallait détruire. Il a diabolisé l'école de la République, il l'a rabaisé en lui attribuant une prétendue baisse du niveau scolaire et l'écroulement de la morale. Il n'avait pas de mots assez durs pour les enseignants. Le programme que Jean Marie Le Pen défendait en 2002 se situait clairement dans cette problématique. Aujourd'hui, celui défendu par sa fille affiche une rupture avec cette tradition de haine envers l'école de la République et ses enseignants mais il s'agit d'une fausse rupture car Marine Le Pen ne remet aucunement en cause ce qui a constitué pendant plusieurs décennies le fond de la pensée de l'extrême droite sur l'école.

L'école publique selon Marine Le Pen

a) L'affichage d'une rupture avec la tradition de haine envers l'école de la République

Tout tient dans la première phrase du chapitre sur l'école du programme rendu public le 19 novembre 2011: « *L'école est un service organique de la République* ». Cette affirmation n'est pas banale par l'emploi du mot 'organique'. Marine Le Pen semble bien rompre avec une vision de l'Etat centré sur les seuls appareils dits régaliens (armée, police, justice) en posant l'existence d'un lien intime entre la République et son école.

En conséquence, elle développe une conception de l'école-sanctuaire : « *L'école est un lieu à part dans la République, ce n'est pas un simple appendice de la société* ». Elle insiste également sur la nécessaire péréquation devant assurer l'égalité entre tous les élèves sur tout le territoire national, tout en acceptant la décentralisation. Concernant l'Université,

EDUCATION NATIONALE
À LA PREFERENCE
~~LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ~~



elle insiste sur le nécessaire réinvestissement de l'Etat dans ce secteur en créant « *un grand service public national de l'enseignement supérieur* ». Plus loin, elle précise que les universités ne sont pas des entreprises mais des établissements publics.

Plus significatif, un certain nombre de thèmes classiques du discours de l'extrême droite sur l'école ont disparu. Le texte ne comporte aucune valorisation de l'enseignement privé, ignore toute réflexion sur l'autonomie des établissements scolaires, ne fait aucune allusion à l'idée de Jean Madiran de chèque scolaire permettant aux familles de choisir leur école. Ce sont tous les thèmes axés sur la destruction de l'école républicaine qui ont disparu.

On pourrait donc en tirer la conclusion, qu'au plan intellectuel, la réflexion de la candidate du FN ne se situe plus dans un horizon d'extrême-droite. En fait, le visage affiché de l'école selon Marine Le Pen se situe plus classiquement dans une vision réactionnaire de l'école républicaine, vision dont il faut dire tout de suite qu'elle est partagée par certains à droite comme à gauche.

b) Une vision réactionnaire de l'école républicaine

En fait, on peut dire qu'avec Marine Le Pen, l'école qui est détestée n'est plus celle fondée par les révolutionnaires et Condorcet, ni celle instituée par Jules Ferry et la Troisième République, ni celle voulue par Langevin et Wallon après la Seconde guerre mondiale mais celle qui serait née de Mai 68.

Car ce que propose fondamentalement Marine Le Pen c'est d'en revenir à l'école telle qu'elle était avant les années 1970, apogée du mouvement de démocratisation scolaire. En effet, elle propose une école qui instruit mais n'éduque pas (cela est du ressort de la famille), une école qui assure la sélection des meilleurs soit disant par la promotion de tous. Cela on le trouve dans le programme de 2002 mais elle y ajoute une expression chère à Jean Pierre Chevènement, celle d'élitisme républicain, associée à celles d'effort individuel et d'égalité des chances qui en modifie le sens idéologique (on récompense le méritant et non le plus fort). Que cet élitisme soit le masque « *progressiste* » de la reproduction scolaire des inégalités sociales ne fait pas partie de l'horizon intellectuel de Marine Le Pen.

Concernant les savoirs, elle reprend le programme de 2002 en proposant un recentrage sur le français, le calcul, l'histoire-géographie et la morale. Elle insiste particulièrement sur le français : la lecture ne doit s'enseigner que par la méthode syllabique (méthode traditionnelle), l'orthographe et la grammaire sont réhabilitées. L'histoire doit être chronologique, l'accent étant mis sur la mémoire (pas de référence à l'esprit critique) et centrée sur la France de même que la géographie. Finies les disciplines d'éveil (il n'est plus question, dans ce programme, des disciplines artistiques et sportives sur

lesquelles le FN insistaient tant en 2002), l'ouverture historique et géographique vers d'autres civilisations.

De même, la conception de la relation pédagogique fait référence à l'école de nos arrières grands-parents : *« Le maître sait, et n'a pas à être tutoyé par l'élève, qui lui doit respect et obéissance pour apprendre grâce à son effort évalué par la notation »*. Tout y est : obéissance, hiérarchie, sélection. L'école n'est pas un lieu de vie où l'enfant construit son savoir en interaction avec l'adulte : *« Le professeur est au-dessus de l'élève »*. Il doit donc être respecté par l'élève qui ne doit pas le tutoyer mais bien plutôt se lever lorsqu'il rentre en classe pour dispenser son savoir. La hiérarchie devra aider le professeur à retrouver son autorité.

Marine Le Pen se situe aussi en cohérence avec les positions traditionnelles du FN lorsqu'elle s'en prend à la pédagogie et aux pédagogues mais elle modifie le sens idéologique de l'attaque : les méthodes pédagogiques, totalitaires par essence, ne sont pas intrinsèques au projet de l'école de la République mais, au contraire, ont *« démantelé l'école de la République »*. Elle reprend alors la métaphore du monstre en accusant les pédagogues d'avoir fait de nos enfants des *« cobayes livrés à toutes les expériences plus catastrophiques les unes que les autres »*. Il s'agit donc de stopper l'action de ces savants fous créateurs de monstres à la Frankenstein ! Elle réussit même le tour de force de rendre responsables les pédagogues du renforcement des inégalités sociales à l'école. Bref, l'école selon Marine Le Pen sent la naphthaline dans la mesure où *« les méthodes et l'état d'esprit pédagogistes n'y ont plus leur place »*.

c) Une vision sécuritaire de l'école

Ce point n'est pas développé mais ce qui est dit est suffisamment clair et cohérent avec le reste des positions du FN : *« L'insécurité doit être traitée de la même manière que l'insécurité en général: tolérance zéro »*. Le fait que des jeunes soient en cause n'est pas à prendre en considération, on doit faire comme si c'était des adultes. Et le traitement des problèmes obéit à un principe radical, l'intolérance la plus totale. On est là aussi dans la continuité de 2002, la précision en moins. Sans doute parce que tout cela va de soi du point de vue du FN.

De l'habileté d'une fausse rupture

Pour conclure, nous voudrions soulever deux points : l'habileté du nouveau positionnement de Marine Le Pen et son insincérité.

a) Un programme habile

Ce programme est d'abord habile par rapport à Sarkozy et à l'UMP. En effet, en 2007, c'est sur le thème de la rupture que Nicolas Sarkozy a été élu. Et avec quoi

fallait-il rompre selon le chef de l'UMP sinon avec Mai 68 et son héritage politique et culturel? Or, cette rupture ne va pas se produire au niveau de l'école. Dans le Primaire, les politiques des différents ministres de Sarkozy enregistrent le « *pluralisme pédagogique* » dans le domaine de l'apprentissage de la lecture, veulent un retour aux fondamentaux (français et mathématiques) mais poursuivent l'ouverture linguistique et culturelle. Surtout au niveau du collège, après bien des hésitations, la notion de socle commun est mise en application.

En fait, la politique du Ministère de l'Education Nationale se contente, si l'on peut dire, de mettre en application à l'école la diminution des moyens financiers et humains accordés aux services publics dans le cadre d'une politique libérale (le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux conduit, en cinq ans, à la disparition de plusieurs dizaines de milliers de postes d'enseignants). L'habileté de Marine Le Pen est donc double ici : d'un côté elle conteste la politique libérale menée par Sarkozy et annonce qu'elle mettra fin au dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux si elle est élue, ce qui ne peut que satisfaire les enseignants ; de l'autre, elle retourne contre Sarkozy la thématique de la rupture avec l'école née de Mai 68, en particulier avec la pédagogie (ce qui satisfait l'électorat de droite).

La vraie candidate de la rupture c'est elle, Sarkozy, en matière scolaire, n'ayant pas rompu frontalement avec le pédagogisme ! On voit donc que son programme est également habile par rapport aux enseignants. D'abord parce qu'il pointe de réels problèmes qu'ils vivent aujourd'hui : restriction des moyens pour enseigner, violences, baisse du niveau (inexistante pendant longtemps, celle-ci est réelle depuis la deuxième moitié des années 90) et maintien de l'échec scolaire. Ensuite, parce qu'il apporte des solutions simplistes et séduisantes à ces problèmes : beaucoup d'élèves sont en échec au collège, supprimons le collège unique (au lieu de réfléchir aux moyens de soulager ses difficultés) et réduisons l'âge de la scolarité obligatoire de 16 à 14 ans ! Peu de syndicats enseignants avancent de telles solutions qui signifient un renoncement à l'école démocratique ; mais il suffit de séjourner quelque temps dans une salle des profs pour entendre de nombreux enseignants, y compris des militants syndicaux, proférés de tels propos.

Marine Le Pen sait qu'une bonne partie du milieu enseignant aspire à un retour à plus d'autorité, à un recentrage sur l'instruction et les savoirs plutôt qu'à une prise en charge de l'éducation d'un jeune dans la totalité de ses dimensions, à une orientation plus précoce. Elle sait qu'une bonne partie des enseignants conteste non seulement l'austérité budgétaire mais aussi l'esprit pédagogique de certaines réformes comme celle sur le socle commun. D'où la « *lettre aux enseignants* » de février 2010. Les enseignants étaient, en 2002, l'électorat le plus hostile à Jean Marie Le Pen. Indiscutablement, de fortes résistances à l'influence des idées réactionnaires du FN existent toujours dans ce milieu. Mais Marine Le Pen n'a pas tort de penser qu'elle peut y faire de substantiels gains électoraux au printemps 2012.

Habileté enfin par rapport au positionnement passé du FN. La crise de l'école a été aggravée par la politique de Sarkozy. Or, certaines des réformes de ce dernier étaient également voulues par le parti lepéniste en 2002 et 2007. Le FN réclamait ainsi l'autonomie des universités réalisée par la loi LRU que Marine Le Pen dénonce aujourd'hui. De même, la désastreuse réforme de la formation initiale des enseignants avec la suppression des IUFM était voulue par le FN. Le repositionnement de Marine Le Pen masque cet état de fait et amène à une deuxième série de remarques critiques : ce tournant républicain est-il sincère ?

b) Un faux tournant

Lorsque Marine Le Pen s'adresse aux enseignants, et plus largement aux fonctionnaires, elle évoque toujours la figure rhétorique du malentendu pour expliquer les difficiles rapports du FN avec ces groupes sociaux. Ainsi, au colloque sur l'école du think-tank 'Idées Nation' dirigé par Louis Alliot, l'actuel n°2 du FN, elle déclare le 29 septembre 2011: « *Longtemps, il y a eu un malentendu entre nous. Longtemps, nous avons donné le sentiment de vous regarder en ennemis.* ». La haine du fonctionnaire et de l'enseignant ne s'expliquerait pas par la haine de la République mais par un problème de communication ! L'examen des positions de l'extrême droite par rapport à la République et à son école montre clairement que ce point de vue n'est pas sérieux. Les enseignants étaient des ennemis car ils étaient les moteurs de l'école de la République, l'école de la « *gueuse* » détestée par la droite radicale et notamment par sa branche contre-révolutionnaire bien représentée au 20^e siècle par Charles Maurras et « *L'Action Française* » où elle se mélange avec le nationalisme.

Il n'y a donc pas une simple affaire d'ordre médiatique mais un problème idéologique de fond. Or, ce problème, Marine Le Pen ne veut ou ne peut l'affronter. Les tournants du FN ne peuvent être lus qu'ainsi : pour les masses un discours changeant en fonction de la conjoncture (ici l'aggravation de la crise de l'école, le déclassement des enseignants) dans le but de saisir des votes ; pour les dirigeants et les cadres du parti un discours idéologique cohérent, les deux niveaux ne devant pas interférer.

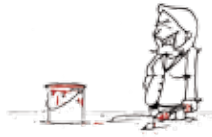
Il est clair que les positions du FN doivent être vues dans ce schéma. On notera, par exemple, que l'argumentaire actuel du FNJ, bien qu'il s'intitule « *De la restauration de l'école républicaine* », lui reste foncièrement hostile : l'Éducation Nationale est un mammouth (terme scandaleux du ministre Allègre qui convient assez bien à une représentation de l'école républicaine comme monstre) et surtout il reprend l'idée d'un chèque éducation qui « *consiste à financer la scolarité d'enfants de milieux défavorisés dans un établissement privé sous contrat* » (c'est nous qui soulignons). Curieuse conception de l'école républicaine que d'y inclure les écoles privées ! Et petite incohérence entre le discours de la maison-mère et celui de sa succursale jeune, cette dernière étant souvent plus attachée aux dogmes « *anciens* ».

c) **Comment faire face à ce faux tournant républicain ?**

Le syndicalisme, qui ne doit pas se contenter d'une dénonciation générale du FN mais doit lui joindre une critique de ses réponses à la crise scolaire, devrait, à notre avis, se donner pour missions de :

- dénoncer le double discours du FN sur l'école de la République : comment Marine Le Pen peut-elle prétendre refonder l'école de la République alors que les positions fondamentales de son parti sur ce terrain peuvent se résumer à une haine pour l'école de la République, positions fondamentales qu'elle n'a pas explicitement remises en cause ?
- dénoncer sa critique de la politique sarkozyste alors que certaines décisions de la droite au pouvoir depuis 2007 sont allées dans le sens voulu par le parti frontiste,
- repenser de la manière la plus unitaire possible un projet véritablement démocratique pour l'école de la République en retravaillant les principes du plan Langevin-Wallon à l'aune de la crise scolaire actuelle qui est bien réelle.

Cette dernière mission est, de loin, la plus importante et la plus difficile car la dénonciation du FN, dans un contexte de crise réelle de l'école publique qui ne peut se solutionner uniquement par des moyens croissants, risque de ne pas emporter suffisamment l'adhésion dans la mesure où elle se heurte à une stratégie de double discours de la part de Marine Le Pen.



« Préférence nationale » ou « Priorité nationale » : un projet raciste

Si le Front national parle à présent de « *priorité nationale* » au lieu de « *préférence nationale* » pour faire mieux passer la pilule, le but revient au même : opposer français(e)s et immigré(e)s pour instaurer un véritable régime de ségrégation raciste.

1) Historique de la « *préférence nationale* »

Depuis l'origine de ce parti, les attaques verbales, les violences et les crimes contre les étranger(e)s constituent son principal fond de commerce idéologique dans le but d'attiser les haines et distiller le poison du racisme. Il s'est ensuite approprié le thème de « *préférence nationale* », conceptualisé dans les années 1980 par le Club de l'Horloge (laboratoire idéologique de la « *Nouvelle droite* »), rapidement devenu, sous l'impulsion de Bruno Mégret, la pierre angulaire du programme politique, économique et social du FN.

En 1997, le Front national conquiert plusieurs municipalités de la région PACA, et la « *préférence nationale* » est alors expérimentée, en particulier à Vitrolles avec l'instauration d'une prime de naissance réservée aux familles françaises ou issues de la communauté européenne ; décision condamnée par la justice pour discrimination.

2) Lepénisation des esprits

En juin 1998, l'ancien premier ministre Balladur crée le scandale en ouvrant le débat sur la préférence nationale, draguant ainsi ouvertement en eaux frontistes. Depuis, la droite parlementaire ne cesse d'accentuer la stigmatisation des étranger(e)s. Et avec l'accession de Nicolas Sarkozy au pouvoir, la lepénisation des esprits augmente constamment : création du ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire ; débat nauséabond sur l'identité nationale ; projet de déchéance de nationalité ; renforcement des contrôles policiers au faciès et des expulsions (29.000 en 2009) ; « *rôle positif* » du colonialisme ; multiplication des lois sur l'immigration... De même, en associant depuis des années immigration et

insécurité, une grande partie de la classe politique a accepté d'ouvrir un boulevard pour le Front National. Et les dérapages contrôlés du ministre Guéant sur les étrangers constituent, face à la multiplication des affaires politiques impliquant le gouvernement, une diversion qui fait en partie recette.

3) Les immigré(e)s désignés comme boucs émissaires

Utilisant un vocabulaire populiste, le site officiel du FN stipule : « *L'immigration est une source de coûts très importante ; elle est utilisée par le grand patronat pour peser à la baisse sur les salaires et déstabilise en profondeur notre société et ses équilibres.* » Si l'on analyse ces propos, ils sont contradictoires : l'immigration est supposée être un coût pour la société, et dans le même temps elle est source de profit pour le patronat. Or, c'est occulter la contribution importante des travailleur(euse)s immigré(e)s à la production des richesses en France, notamment dans les secteurs clefs du bâtiment et de l'industrie

Comme l'a démontré le mouvement de grève des travailleur(se)s sans-papiers de 2008 et 2009 et la campagne contre le racket, les travailleur(se)s en situation irrégulière -majoritairement employé(e)s dans les secteurs des BTP, du nettoyage, de la restauration et de l'aide à la personne- sont le plus souvent déclaré(e)s et contribuent de manière importante via les cotisations sociales, les taxes et les impôts directs et indirects. Cette énorme spoliation estimée à 2 milliards d'euros par an est organisée depuis au moins quatre décennies par l'Etat, qui ne débourse rien en retour, avec la complicité du patronat français profitant d'une main-d'œuvre corvéable à merci.

4) Immigration : les principales mesures du programme présidentiel du FN

Parmi les « 7 mesures immédiates » du programme du FN figurent :

- la suppression de l'Aide Médicale d'Etat (AME) « *exclusivement réservée aux clandestins* » ; grave remise en cause de l'égalité constitutionnelle d'accès aux soins de santé qui est un droit pour tou(te)s. On s'en rapproche avec l'obligation, depuis peu, pour les bénéficiaires de l'AME, pourtant sans ressources, de s'acquitter de 30 euros par an.
- la « *réduction par 5 de l'Asile* » ; droit qui a également valeur constitutionnelle et est inscrit dans la convention de Genève. Il est, aujourd'hui en France, de plus en plus restrictif.

Dans le chapitre Immigration, les mesures principales sont :

- « *Réduction en 5 ans de l'immigration légale de 200 000 entrées par an à 10 000 entrées par an* » ; le ministre Guéant, dans la foulée de la présentation du programme par Marine Le Pen, a proposé de réduire de 10% par an l'immigration légale.
- « *Suppression du regroupement familial* » ; ce serait empêcher les familles d'exercer leur droit à vivre ensemble.

- « *Remise en cause des accords de Schengen sur la libre circulation des personnes* ». La volonté du FN est de rétablir les frontières au sein de l'Europe, donc d'entraver la libre circulation des personnes. Alors même que l'Europe forteresse ne cesse d'entraver la liberté de circulation en particulier celle des personnes issues des pays du Tiers-Monde ; un chiffre fait froid dans le dos : 14 000 morts aux frontières de l'Europe ont été recensées depuis 1988.
- « *Suppression du droit du sol et réforme en profondeur du code de la nationalité française* » ; cette mesure permettrait une remise en cause fondamentale qui rejeterait de l'accès à la nationalité française les enfants d'immigré(e)s né(e)s sur le sol français.
- « *Suppression, dans le droit français, de la possibilité de régulariser des clandestins* » ; ce serait le maintien dans l'illégalité d'une main-d'œuvre surexploitée et sans droits pour le plus grand profit du patronat
- « *Les manifestations de clandestins ou de soutien aux clandestins seront interdites* » ; mesure clairement fasciste, qui résonne pourtant avec l'actuel délit de solidarité à l'encontre de militant(e)s associatifs investi(e)s dans les luttes pour les droits des sans-papiers.
- « *Application de la priorité nationale en matière d'emplois, de logements et d'aides sociales* » ; système de discrimination déjà très présent dans les faits, ce serait l'instauration d'un véritable régime d'apartheid à la française.
- « *Instauration d'un grand ministère de l'Intérieur, de l'immigration et de la laïcité* » ; c'est également faire le l'amalgame entre immigration et insécurité et contribuer à l'islamophobie ambiante.

S'appuyant sur des statistiques faussées et délibérément alarmistes, le Front National instrumentalise le fantasme de l'immigration / invasion, d'autant plus que les temps de crise sont propices à ce climat xénophobe. Pourtant, l'espoir réside dans les luttes : que ce soit à travers la vitalité du réseau RESF qui établit un maillage de solidarité sur l'ensemble du territoire français, ou à travers la participation active d'organisations syndicales et d'associations aux luttes de travailleur(se)s sans-papiers, le regard sur les étranger(e)s en situation irrégulière a sensiblement changé et permis de contrer en partie la chasse aux sans-papiers durcie par Sarkozy.

Au niveau syndical également, il ne saurait être question de division entre travailleur(se)s français(e)s et travailleur(se)s immigré(e)s car les acquis sociaux sont le fruit des luttes du salariat dans son ensemble. C'est pourquoi il faut continuer à se battre au sein des entreprises contre les inégalités et toute forme de discrimination. Le monde du travail est d'ailleurs l'unique secteur où les salarié-e-s, quelque soit leur origine, ont le droit de vote et d'être élu(e)s pour représenter les intérêts des travailleur(se)s. Et dans les luttes quotidiennes pour les salaires, les conditions de travail, les emplois, c'est pour faire valoir leurs droits que les salarié(e)s s'organisent et se battent. Enfin, dans le contexte de crise transnationale du capitalisme sans précédent que nous traversons, la tradition internationalisme du mouvement ouvrier est à remettre en avant.



Marine Le Pen : Femmes et Homos ... le double langage

Longtemps, le FN a été clairement et résolument contre les droits des femmes: défenseur d'une famille traditionnelle, opposé farouchement à l'avortement, il abritait tous les courants de l'intégrisme catholique. Contre les droits des homosexuels aussi : farouchement anti-Pacs, il véhiculait une image volontiers masculine et virile.

Depuis l'arrivée de Marine le Pen, l'image a changé. Outre une image féminine, Marine Le Pen ne s'était pas prononcée contre l'avortement, se montrant en femme « moderne », divorcée, alliant carrière politique et devoir maternel. Où en est- on ?

Une politique toujours familialiste et réactionnaire

La mesure phare du FN pour les familles reste la « création d'un revenu parental », à partir du 2^{ème} enfant. Celui-ci serait « destiné à offrir, pendant la période souhaitée, aux mères ou aux pères de famille la possibilité de choisir librement entre l'exercice d'une activité professionnelle et l'éducation de leurs enfants ». Il serait aussi crée un statut juridique et social corrélatif (« protection sociale, droit renforcé à la formation professionnelle »).

C'est purement le salaire maternel, à peine édulcoré. En effet, au vu des inégalités entre sexes dans les tâches domestiques, au vu de la réalité de l'emploi féminin (précarité, temps partiel imposé, inégalité salariale), ce revenu parental est crée pour inciter les mères au retour au foyer. Il n'est, en aucun cas, une mesure protectrice ou favorisant les droits des femmes.

Le programme avance également l'idée d'une « aide à la garde des enfants afin que chaque Français(e) puisse plus facilement concilier une vie professionnelle épanouie et une vie familiale heureuse » et l'incantation aux préfets de « veiller à ce que les collectivités territoriales privilégient le développement des crèches dans leurs budgets ».

La nature de cette aide n'est pas précisée, et c'est bien là le problème : Alors que seul un service public de la petite enfance, développé, pourrait permettre à tous les parents, quels que soient leurs revenus, de concilier vie professionnelle et vie familiale, le FN, en ne proposant rien, laisse place nette aux emplois à domicile ou de crèches privées, coûteux et inaccessibles à tous les parents, et, de surcroît, grands pourvoyeurs d'emplois précaires et de travailleurs pauvres.

Au sujet des allocations familiales, on retrouve la préférence nationale discriminatoire (« réservées aux familles dont un parent au moins est français »). Mais cette politique familialiste ne va pas sans le bâton : Un discours, très en vogue dans les politiques de droite et d'extrême droite, consiste à insister sur les devoirs des parents, et, pour le FN, la sanction qui leur pendrait au nez en cas de manquement est le retrait de ces allocations et leur mise dans un fonds collectif d'aide aux parents.

Sauf que la justice pénale ou civile envers les parents existe depuis 1945. Même si elle a évolué ces dernières années vers plus de sanctions, cette politique ne peut avoir quelque réussite que par des mesures d'accompagnement et d'aides aux familles. Et ce n'est pas en appauvrissant les gens qu'on les aide à devenir parents !

Avortement ? Référendum !

A grand renfort de déclarations, on en viendrait presque à penser que le FN sauce Marine n'est plus opposé à l'avortement. Il n'en est rien. Reprenant le discours modernisé des « pro-vie », il affirme que « le libre choix pour les femmes doit pouvoir être aussi celui de ne pas avorter ». Cette pirouette, destinée à conserver un discours culpabilisateur sur l'avortement, permet d'amener ces positions, sur le fond opposées à celui-ci, sous un jour plus « passe-partout ».

En réalité, les mesures proposées ne sont qu'un leurre : l'injonction d'une « meilleure prévention et information » ne détaille pas par quels organismes ces actions seront menées. Gageons que les associations familialistes auront la part belle au détriment d'une éducation à la sexualité plus ouverte et plus expérimentée, bâtie depuis des décennies par le Planning familial. Marine Le Pen envisage d'ailleurs de mettre au pas celui-ci en lui « donnant des instructions » (entretien à Rue 89). En outre, s'en suit un catalogue de mesures incitant à une politique familialiste très classique : « responsabilisation des parents », « possibilité d'adoption prénatale », « amélioration des prestations familiales pour les familles nombreuses ».

Concernant le droit à l'avortement, là encore, le FN propose des mesures détournées : un « référendum » sur ce droit a été souvent proposé par Marine le Pen. Une façon déguisée de vouloir l'interdire, sous couvert de démocratie, avec de grandes promesses à la clé pour que le résultat du vote soit conforme aux aspirations frontistes. Plus

récemment encore elle a envisagé le déremboursement de l'IVG dans le cadre d'économies à faire (entretien à Rue 89 du 26 janvier 2012).

Et les homos alors ?

On a aussi cru un moment, avec l'arrivée de Marine Le Pen, à une décrispation du FN sur ce point. Le programme est pourtant très clair: « *la famille doit se fonder exclusivement sur l'union d'un homme et d'une femme et accueillir des enfants nés d'un père et d'une mère* ». Le FN s'oppose clairement « *à toute demande de création d'un mariage homosexuel et/ou d'une adoption par des couples homosexuels* », estimant par ailleurs que « *le PACS apporte une solution suffisante et ne sera pas remis en cause* ». Petit appel du pied à un électorat homosexuel sous son angle communautaire: D'un discours « *viril* », on est passé à un droit à minima. Mais quelle garantie sur le maintien de ces droits ? Aucune.

L'insécurité comme chiffon rouge

Au travers des discours FN, l'insécurité est polymorphe et réutilisable à l'infini. L'insécurité vilipendée par le FN a comme cible première les femmes. Peu de choses cependant sont écrites sur les violences conjugales, pourtant fléau social dont sont victimes de nombreuses femmes en France. Et ce n'est pas en posant la « *famille* » comme cellule de base, soit disant protectrice, que les femmes se sortiraient de leur insécurité première: celle de leur entourage et de leurs connaissances. En effet, selon les statistiques, les violences envers les femmes (viols, violences physiques ou morales) sont majoritairement perpétrées dans la cellule familiale et l'entourage proche. Ce à quoi la politique sécuritaire du FN ne répond pas!

Ensuite, tous les discours de l'extrême droite sur l'islam et le danger que représenterait intrinsèquement cette religion, combiné à la stigmatisation des 'pas-de-chez-nous', avec laquelle joue le FN sont aussi bien commodes pour s'adresser aux homosexuels ou aux femmes. Ces populations musulmanes seraient, si l'on écoute ces diatribes, les auteures exclusives d'actes qui mettent en danger les femmes et homosexuels !

Si, en tant que militants syndicaux, nous combattons tout ce qui peut aller à l'encontre des droits des femmes et des homosexuels (mariages arrangés, forcés, pressions familiales ou de l'entourage pour rentrer dans la « *normalité* », pressions sur la sexualité ou port ostentatoire de vêtements ou de signes religieux ...), nous le ferons toujours à l'encontre de quelque religion ou pratique religieuse que ce soit, sans penser que l'une est plus dangereuse que les autres.

Ne nous leurrions pas : la politique familialiste du FN, combinée à sa politique économique et sociale, est bien plus dangereuse que cet épouvantail islamiste médiatisé !



Trump, la divine surprise de l'extrême droite américaine

Le 8 novembre 2016, l'élection de Donald Trump a déclenché un vent de joie et d'exaltation dans toutes les familles de l'extrême droite mondiale. Jusque dans les rues de New Dehli où l'on a vu les partisans du parti d'extrême droite Hindu Sena déposer bougies et offrandes devant des portraits de Trump. Mais c'est bien entendu dans son cœur américain que la victoire de Trump a déclenché une réelle euphorie. David Duke, ex-grand sorcier du Ku Klux Klan, la nuit même de l'élection, avoue sur son compte Twitter *« C'est la nuit la plus géniale de ma vie – ne vous trompez pas, notre peuple a joué un grand rôle dans la victoire de Trump »*. On relèvera l'ambiguïté du terme : *« notre peuple »* qui laisse entendre qu'il s'agit là bien de 'notre peuple à nous, les suprématistes blancs'. Dans leur majorité les tribus de l'extrême droite américaine ont reconnu unanimement leur prophète dans la figure de Trump, qui était cependant candidat d'un parti républicain détesté il y a encore peu. Rappelons que Trump a été désigné à la candidature lors de primaires où il a, successivement, éliminé 11 concurrents, les uns les plus à droite que les autres. Pour l'extrême droite américaine, cette proximité avec le parti républicain est un fait nouveau car elle avait plutôt tendance à considérer que celui-ci était un 'larbin des sionistes' et 'une marionnette des patrons'. Pour George Michael, universitaire, qui étudié l'extrême droite depuis longtemps, *« cette élection a donné confiance à l'extrême droite. Ils sont électrisés par la candidature de Trump. C'est un signal pour eux qu'ils peuvent avoir un impact sur la vie politique américaine ... Il y a un changement et ils vont d'enhardir »*.

'Goebbels' à la Maison Blanche

James Edwards, 47 ans, (Memphis, Tennessee) est une étoile montant des suprématistes blancs. Ce tenant du « White Power » anime une émission, The Political Cesspool, sur les ondes du réseau Liberty News Radio qui regroupe plusieurs radios, toutes réactionnaires. En octobre 2016, Edwards a décroché

un scoop : une interview de Donald Trump Jr., le fils aîné de Trump que le 'Washington Post' qualifie pratiquement de nazi. L'interview sera finalement diffusée sur un autre programme moins sulfureux de Liberty News Radio appelé Liberty Roundtable [La table ronde de la liberté]. L'échange s'étant bien passé, un autre conseiller de Trump, Stephen Moore, devait revenir quelque temps plus tard participer à la même émission. Puis enfin, l'habitude étant prise et la concordance des idées vérifiée, c'est alors le deuxième fils de Trump, Eric qui se prêtera, quelque temps plus tard, volontiers à un échange sur les mêmes ondes. Ce réseau de radios fait partie d'une vaste nébuleuse de moyens de communication baptisée « Alt-right », [droite alternative ou autre droite] appartenant au « mouvement nationaliste blanc » dont l'un des épïcêtres est le site Breitbart News animé par Stephen Bannon. Celui-ci vient d'entrer à la Maison Blanche comme « conseiller en chef stratégique » du nouveau président, après avoir été son directeur de campagne (aussitôt félicité par le Ku Klux Klan pour cette nomination). Bannon, qu'un journaliste de la très réactionnaire chaîne de télévision Fox News a publiquement surnommé « Goebbels », a écrit nombre des discours de Trump notamment ceux aux sous-entendus antisémites les plus prononcés. Fort de sa nouvelle position auprès du président Trump, Bannon voit loin : il dit cibler la France qui serait selon lui un terreau favorable à la version française de son site. Au lendemain de l'élection américaine, Marion Maréchal-Le Pen a annoncé être prête à travailler avec lui.

La galaxie noire du 'Alt-Right'

L'Alternative Right, ou Alt-Right, est apparue en 2008 sous la plume de Richard Bertrand Spencer, un des idéologues du suprématisme blanc, pour désigner la mouvance pour « la défense de l'identité blanche ». Elle regroupe des radios, des revues et des groupes dispersés dans l'ensemble du pays. Spencer défend la perspective de la création d'un Etat ethniquement blanc. Parmi les autres 'gauleiters' de cette nébuleuse, on relèvera le nom de Jared Taylor du magazine American Renaissance (Oakton, Virginia) qui à propos de Trump déclarait « je sais qu'il refusera toute association avec des gens comme moi, mais son soutien vient des gens qui me ressemblent plus qu'il ne peut l'admettre ». Cette mouvance n'est pas homogène pour autant. Selon le Southern Poverty Law Center qui suit attentivement l'activité de tous ces groupes, la question par exemple de l'antisémitisme divise. Jared Taylor considère que les juifs ne font pas partie du peuple blanc. Mais sur d'autres sujets, la mouvance retrouve son unité. Par exemple contre le mouvement d'auto-défense sociale Black Lives Matter [les vies des noirs comptent], né à la suite de d'assassinats répétés de citoyens noirs par des policiers. En réponse à ce mouvement, les composantes de l'Alt-Right se sont retrouvées pour développer le mouvement White Lives Matter [les vies des blancs comptent], diverses manifestations et affiches à l'appui. Deux fois par an, Spencer rassemble ses partisans au National Press Club de Washington. En mars

2016, la convention a eu pour thème la « *politique identitaire* » et a largement tourné autour de la candidature de Trump. L'ensemble des intervenants ont alors souligné l'importance de cette candidature encore en course dans les primaires républicaines et Spencer a conclu la rencontre en expliquant que la présence de Trump créait un espace politique dans lequel Alt-Right pourrait prospérer. Ajoutons que l'espace Alt-Right diffuse notamment les écrits de Alexander Dugin, Corneliu Codreanu, Guillaume Faye et Alain de Benoist qui sont une source d'inspiration. L'importance de cette mouvance n'a pas échappé au nouveau conseiller de la Maison Blanche Bannon qui souhaiterait que son site Breitbart News devienne « *la plate-forme l'Alt-right* ». Ajoutons également que Donald Trump durant sa campagne n'a pas hésité lui aussi à rendre des visites de courtoisie à quelques radios de la mouvance « Alt-right ». Il est même devenu pendant cette période un invité régulier de l'émission 'The Savage Nation', un talk-show de radio animé Michael Savage, un clone puissance¹⁰ d'Eric Zemmour. The Savage Nation bénéficierait de la cinquième place parmi les émissions les plus écoutées du pays. Sur ces ondes, le futur président des Etats-Unis a pu librement, entre autres choses, dénoncer les « *juifs qui soutenaient Obama* » mêlant ainsi deux haines anciennes en une seule attaque. Savage s'est vu lui promettre par le candidat une place dans sa nouvelle administration.

Les milices gardent le doigt sur la détente

L'arme au poing, les groupes de milices, eux aussi, se réjouissent, mais avec prudence, de la victoire de Trump. Dès la proclamation des résultats, le site Modern Militia Movement déclarait « *Ce soir, nous revendiquons la victoire, Dieu merci, maintenant un dur travail commence : leur mettre le feu sous les pieds pour être sûrs qu'ils feront tout ce qui est en leur pouvoir pour nous aider* ».

On estime environ à 276 le nombre de ces milices armées et depuis 2008, année de l'élection d'Obama, 42 nouvelles milices sont apparues. On estime entre 20 000 et 60 000 ses membres actifs qui participent notamment à une formation militaire et à 5 millions le nombre d'américains partageant leur vision de la société. Une poignée de députés et sénateurs républicains ne cachent pas leur sympathie à leur égard ainsi que de plus nombreux shérifs ou élus locaux. 2008 marque également une radicalisation avec une filiation ouvertement suprématiste blanc combinée avec une islamophobie radicale qui souvent supplante l'antisémitisme ou le relègue au second plan. La perspective de construire des contre-pouvoirs voire un appareil étatique armé local alternatif, face à un gouvernement fédéral illégitime, s'affirme. On a vu ces milices intervenir violemment à Ferguson, Missouri, contre les mobilisations noires anti-policières ou tenter de recruter des membres dans le mouvement Occupy Wall Street. En 2015, les Oath Keepers avaient, par exemple, proposé à une fonctionnaire greffière, Kim Davis, chrétienne évangélique, une protection armée lorsque celle-ci refusa d'établir des certificats de mariage pour les gays et les lesbiennes.

De nombreuses milices ont soutenu dès le début, la campagne de Trump. Mais leur hostilité à tout gouvernement fédéral teinte souvent ce soutien de méfiance. Il est vrai que leur conception complotiste de la vie politique ne favorise pas un soutien franc et loyal à une candidature venue du parti républicain. Cependant, nombre de ses membres ont bien compris la chance historique que pouvait représenter l'élection de Trump. Parmi tous ces groupes, deux milices émergent les 'Oath Keepers' et les 'Three Percenters' (qui fait référence aux supposés 3 % de la population entrés en rébellion contre l'Angleterre et qui auraient fait l'indépendance américaine). Pour Michael Graham, le chef de 'The Three Percenters', « *les patriotes peuvent célébrer la victoire, mais nous devons rester plus vigilants que jamais et ne jamais baisser la garde. Nous devons maintenir notre entraînement [militaire] et éduquer les masses et faire de notre mieux pour les réveiller* ». Cette réserve ne marque pas uniquement les limites d'un soutien critique à Trump. Certains dirigeants des milices ont bien conscience des obstacles politiques qui se dressent sur leur route : leurs ennemis les plus immédiats (syndicats et mouvements sociaux, mouvements noirs, campagne Sanders) mais aussi l'appareil d'État fédéral qui les tolère dans certaines limites.

À l'ouverture du scrutin, la milice 'Oath Keepers' avait appelé ses membres à se rendre incognito (comprendre en abandonnant l'attirail du parfait milicien) dans les bureaux de vote pour surveiller les dépouillements et dissuader les membres des minorités non-blanches de 'voler la victoire'. Les mobilisations post-électorales anti-Trump ont immédiatement déclenché de violentes réactions publiées sur les sites des milices avec parfois des promesses de balles au bout de telle ou telle déclaration. Quelque temps avant le vote, les Oath Keepers et d'autres milices avaient prévenu qu'en cas de victoire de Clinton, elles organiseraient une marche armée sur Washington. Depuis, le résultat des élections n'a pas permis de vérifier la crédibilité de cette fanfaronnade, mais l'intention était là.

Les anti-avortement au pouvoir

Sans retenue, la majorité de la tribu des anti-avortement se réjouit de l'élection de Donald Trump. Ils ont accédé au pouvoir et leur position va se renforcer à la Cour suprême des États-Unis avec la promesse du nouveau président de la nomination d'un juge opposé à ce droit. Pour Lila Rose de 'Live Action' le constat est sans appel « *le Planning familial a perdu cette nuit* ». « *C'est un moment historique pour le mouvement pro-vie* » surenchérit l'organisation Susan B. Anthony List qui compterait 280 000 membres et s'est activement engagée dans le soutien à Trump. Elle affirme avoir frappé à la porte de 1,1 million d'électeurs dans le pays pour les inviter à voter Trump. Un des objectifs de ce mouvement est de couper toute subvention au Planning familial et affirme sans complexe « *avoir repris la Maison Blanche* ». Mouvement concurrent, l'Americans United For Life adopte un ton plus mesuré « *Nous n'avons pas voté pour*

la même personne, mais nous pouvons travailler ensemble [avec Trump] pour faire la différence sur les questions qui concernent des millions d'Américains pro-vie ». Le père Frank Pavone directeur de 'Priests for Life' met lui de côté l'élection de Trump pour ne retenir que désormais que « notre nation est maintenant sur le chemin de l'élimination de l'avortement et la promotion de l'Eglise... parce que des majorités pro-vie existent maintenant à la Chambre des représentants et au Sénat ». On retrouve également cette prise de distance à l'égard de Trump avec le 'Catholic Vote' qui considère sèchement que l'élection de Trump est « une victoire pour la vie », les propos obscènes et vulgaires particulièrement sur les femmes de Trump ont refroidi certaines ardeurs de ces groupes religieux intégristes. Dans cette mouvance, 'Operation Rescue' est un des groupes les plus radicaux et violents. Il a apporté son soutien à Trump sans réserve. Cheryl Sullenger, responsable de ce groupe, n'a pas les états d'âme de certains religieux à l'égard du personnage Trump. Celle qui a tenté de plastiquer un centre de planning familial considère que « aucune autre candidature républicaine n'avait jamais pris de tels engagements » pour le mouvement anti-avortement. Dans leur combat, les mouvements anti-avortement peuvent également compter sur le soutien de Mick Pence, le prochain vice-président des Etats-Unis. Gouverneur de l'Indiana, il a signé une loi anti avortement si extrême que plusieurs députés républicains eux-mêmes opposés à ce droit l'ont qualifiée de « dangereuse ».

(...) Cependant, comme certains d'entre eux l'ont immédiatement annoncé le plus dur reste à faire car de nombreux obstacles se dressent devant eux en dépit des promesses du candidat Trump. Pour la majorité de ces courants extrémistes, il y a d'abord le frein que constitue le parti républicain lui-même. Tout aussi réactionnaire soit-il, ce parti s'inscrit encore aujourd'hui dans le cadre d'une démocratie même en lambeaux que tous ces groupes ne peuvent souffrir et en fin de compte veulent détruire. Certes le séisme Trump va ébranler le vieux parti de droite et il est à craindre que les recompositions politiques à venir en son sein s'effectuent, avec l'appui du président, sur un axe ethniciste. La constellation de l'extrême droite américaine pourrait à cette occasion alors imposer son agenda en son sein. Mais, il reste, et c'est là l'essentiel pour cette mouvance anti-démocratique, un ennemi principal à abattre : le mouvement syndical combattif notamment dans les nouvelles couches salariées de jeunes [cf. les luttes dans fast-food et les services de messagerie] et plus généralement le mouvement social multiforme et dynamique trop souvent ignoré de ce côté de l'Atlantique.

La campagne de Donald Trump a représenté pour l'extrême droite américaine un formidable incubateur de masse de ses idées. Plongée dans le bain de jouvence de la campagne électorale, elle a accédé à des audiences démultipliées et acquies, pour certaines de ses composantes, des positions institutionnelles au sommet de l'État.

novembre 2016



Le Pen veut ‘trumper’ les salarié-es !

« Parce que seul compte à mes yeux l'intérêt de la France et des Français, j'ose répéter que l'élection de Donald Trump est une bonne nouvelle pour notre pays. » C'est en ces termes que Marine Le Pen a salué la victoire de Trump à la présidentielle américaine, sans même attendre la proclamation officielle des résultats.

Fidèle à sa stratégie de communication, elle s'est immédiatement engouffrée dans l'espace médiatique pour tenter de profiter du coup de tonnerre américain. Comme d'habitude, le FN se nourrit du sensationnel et le cultive. Faut-il en déduire qu'il va lui aussi mener une campagne agressive, raciste, vulgaire, cachée derrière son hypocrite slogan « *la France apaisée* » ? Cela nous paraît plus que probable !

Mais pour la candidate de l'extrême droite aux présidentielles, celle qui se présente comme la porte parole des plus modestes, n'y a-t-il pas un hiatus à supporter aussi bruyamment un milliardaire ? Trump est-il hors système lorsqu'il dirige des médias et quand il s'appuie sur une fortune colossale ? La majorité des riches américains ne s'est d'ailleurs pas trompée de candidat !

Aux premières minutes de l'ouverture de la Bourse états-unienne le lendemain des résultats, le Dow Jones est monté à un niveau jamais atteint en cours de séance. Rappelons-nous qu'au lendemain de la percée des partis d'extrême droite aux dernières élections européennes, les places boursières de Londres, Paris et Francfort avaient elles aussi connu une belle embellie. Décidément, les candidats d'extrême droite n'intimident pas du tout le système, bien au contraire ! Comme le FN, Trump préfère chouchouter les patrons tout en se faisant le chantre des démunis. Dans son programme, il prévoit de baisser le taux de l'impôt sur les sociétés de 35 à 15 %. La position du Front National et de Marine Le Pen, certes non chiffrée, est néanmoins du même acabit : « *Baisser significativement la fiscalité des TPE, PME et ETI pour desserrer réellement l'étau qui pèse sur nos entreprises*

petites et moyennes. Depuis des décennies, le FN se bat en France comme à l'Europe pour la reconnaissance et l'essor de nos entreprises à taille humaine, en combattant la fiscalité aveugle et contre productive ».

Mais n'oublions pas une réalité implacable : Plus on fait de cadeaux aux entreprises, moins il y en a pour les salarié-es ! Trump est le candidat du Grand Old Party, le parti républicain, qui a porté Nixon, Reagan, Bush au pouvoir avec des politiques de restrictions pour les plus pauvres et d'énormes cadeaux aux grandes firmes.

Enfin, les femmes et les plus démunis doivent se rappeler que le programme de Trump prévoit la fin de l'Obamacare et du Planning familial, autrement dit de la contraception gratuite. Quelques 4,5 millions de personnes par an avaient le droit à une assurance maladie totalement gratuite. Si Trump tient ses promesses, le stérilet sera vendu environ 1 000 dollars ! Madame Le Pen, en applaudissant Trump, applaudit aussi ce genre de mesures anti-pauvres.

Derrière Trump, il y a son vice-président, Mike Pence, vieux routard républicain habitué aux arcanes du 'système'. Il représente la fraction la plus dure du parti, est un fervent évangéliste proche des « Tea party ». Gouverneur de l'Indiana, il mène une politique anti-avortement. Député, il propose des lois pour que les commerçants refusent les clients homosexuels, et encore moins ne les embauchent. Nul doute que le Tea party et les obscurantistes religieux s'appuieront sur Pence pour tenter des législations restreignant les droits des femmes et des LGBT. Dans sa logique, Marine le Pen soutient aussi ces politiques !

En résumé, la victoire de M. Trump sert aujourd'hui les frontistes car elle leur permet d'essayer de jouer artificiellement la partition du pays 'réel' contre les élites, d'un peuple insoumis face à un supposé 'système' qui voudrait cadener la démocratie. Mais le 'système', en grande partie sous le contrôle des lobbys industriels et financiers, n'est ni favorable aux salariés, ni défavorable à l'extrême droite.

D'autre part, il est important de rappeler que le système électoral américain basé sur les grands électeurs ne permet pas une véritable expression démocratique du peuple américain. L'abstention endémique, à chaque élection de plus de 45 %, en est l'illustration ! La démocratie américaine ne contient-elle pas ainsi plus de filtres entre le peuple et le choix du président que notre démocratie au suffrage direct universel ? Avec celui-ci, madame Clinton aurait été désignée présidente !

Sur le plan international, Marine Le Pen indiquait récemment en privé : « *Je suis très inquiète du comportement agressif des Etats-Unis face à la Russie* ». Touche pas à mon Poutine, fidèle financier de l'extrême droite, modèle de patriote belliqueux, lui-même oligarque enrichi sur la privatisation des entreprises et des coopératives !

L'applaudissement de la victoire de Trump, la défense du régime de Poutine et le soutien aux politiques menées par les partis-frères du FN en Hongrie ou en Pologne sont autant d'occasions pour Marine le Pen de se donner 'une stature internationale' : Mais ses alliés réels et potentiels mènent des politiques d'austérité, de reculs des droits acquis et plongent les peuples dans le gouffre de la pauvreté.

Et il n'y a pas que l'extrême droite qui cultive les thèmes xénophobes pour puiser des voix sur les peuples en colère ... Ce 'phénomène' se banalise, en se basant sur la haine, la colère et l'imposture. Ca commence vraiment à sentir le roussi, même si toutes les contre manifestations face au FN sur l'accueil des réfugiés rassemblent bien plus de monde que celles de camp des racistes.

Quand à JM Le Pen, qui en son temps supportait Reagan et Thatcher, il a déclaré « *Vive Trump. La dédiablement est une foutaise et une impasse* ». Cela a au moins le mérite d'être clair ...

La crise capitaliste engendre de la désespérance, et de la rancune chez les population en déclin. Les démagogues nationalistes surfent sur cet état de fait pour détourner les classes populaires de la nécessaire lutte contre l'injustice et les inégalités et pour tenter de faire de leurs partis des organisations de masse. Il est urgent que les salariés réinvestissent leurs syndicats, pour reprendre la main sur leur condition et construire un avenir meilleur !

novembre 2016



Appel de VISA

« Pour l'unité syndicale face à l'extrême droite »

La situation a rarement été aussi grave depuis février 1934 et les défilés de ligues fascistes. Comme à cette sombre époque, les organisations d'extrême droite tentent d'occuper la rue et la parole raciste se libère de plus en plus. Les identitaires manifestent contre la construction de mosquées, agressent des musulman-es et des militant-es progressistes ; les intégristes catholiques défilent contre l'égalité des droits ; le Front national organise une campagne de manifestations contre l'accueil des réfugiés ; des groupuscules d'extrême droite en profitent pour dégrader des Centres d'Accueil et d'Orientation (CAO) où les réfugiés sont hébergés ... Dans les villes qu'elle occupe, l'extrême droite mène une politique antisociale, anti immigré-es et antisyndicale. Dans son programme électoral soi-disant économique et social, le FN courtise le petit patronat français, divise la classe ouvrière entre français et étrangers, entre chômeurs et salarié-es, et il instrumentalise la laïcité contre les musulman-es. De plus, le FN est le seul parti politique à vouloir supprimer notre syndicalisme pour réinstaurer corporatisme et paternalisme.

Pourtant, les intentions de vote pour le FN progressent et confirment une extrême droitisation d'une partie de la population, ce qui s'oppose à notre vision solidaire et égalitaire de notre société. Cela dit, des ripostes à ce climat délétère s'organisent : Collectifs de vigilance dans les villes occupées, sites internet antifascistes, collectifs de soutien aux réfugiés, initiatives intersyndicales délocalisées depuis le 29 janvier 2014, formations syndicales, livres, bandes dessinées ... VISA prend sa part dans ce travail (publications de brochures, formations, interventions dans les instances syndicales, articles d'analyse sur visa-isa.org...) et relaie les analyses et réactions syndicales face aux agissements de l'extrême droite.

Nous considérons qu'il faut franchir ensemble un palier supplémentaire à l'approche des élections présidentielles et législatives. Comme en 1934, le syndicalisme doit s'unir face à l'imposture sociale et électorale de l'extrême droite en expliquant clairement et concrètement aux salarié-es que le FN demeure leur pire ennemi.

Réunies en assemblée générale le 3 décembre, les membres de VISA, représentant une cinquantaine de structures syndicales de la CGT, de SOLIDAIRES, de la FSU, de la CFDT, de la CNT et le Syndicat de la Magistrature, appellent à renforcer l'unité syndicale pour faire barrage aux idées d'extrême droite, dans les têtes, dans la rue et dans les urnes. Puisqu'il est urgent de réunir nos forces et de le faire savoir, nous proposons la tenue d'une réunion le samedi 4 février après-midi à Paris pour débattre de :

- nos actions en direction des salarié-es et, plus largement, de l'opinion publique
- nos ripostes unitaires en plus des initiatives déjà prévues
- nos modalités d'intervention dans la campagne électorale

Pour poursuivre la riposte, VISA coorganiserait un salon du livre antifasciste avec débats le 1er avril 2017, ouvert à toutes les organisations qui travaillent le terrain de la lutte contre l'extrême droite.

L'heure est plus que jamais à l'unité, construisons-la ensemble dès maintenant.

Cet appel s'adresse à toutes les structures syndicales (sections, syndicats, organisations nationales, fédérations, UL, UD,...). Pour le signer, merci d'envoyer un mel à assovisabis@gmail.com en indiquant clairement le nom du syndicat et celui d'un-e camarade + n° de portable pour la transmission des infos pratiques à venir.

Paris, le 19 décembre 2016

Signatures (mise à jour au 16 février 2017) :

- FSU, Union syndicale Solidaires
- Fédération SUD Rail, SNAC FSU, SOLIDAIRES Finances publiques, CGT Thalès, SUD Culture Solidaires, Snuitam FSU, SNPES-PJJ-FSU, SUD Centrale Solidaires, SUD Insee, Snuter-FSU, Snetap FSU, SNUipp FSU, Fédération SUD Santé Sociaux, FERC CGT, FNPOS CGT, Fédération SUD-PTT, SUNDEP-SOLIDAIRES SUD Enseignement privé, CGT CDC
- UD CGT de l'Allier, SOLIDAIRES des 5e-13e arrdts de Paris et d'Ivry-sur-Seine, SOLIDAIRES 76, SOLIDAIRES 13, SOLIDAIRES Ardèche Drôme, SOLIDAIRES 69, SOLIDAIRES Paris, SOLIDAIRES 34, SOLIDAIRES 03, SOLIDAIRES Auvergne, SOLIDAIRES Hérault, SOLIDAIRES 83, SOLIDAIRES 32,
- Ferc Sup CGT Université d'Aix-Marseille, SUD Région Hauts-de-France, CGT PJJ Sud Est, Snuter 94-FSU, SUD Education 13, SUD Collectivités Territoriales 59, SUD Culture Solidaires – Saintes, SPONSS CGT, SNUTER 13 FSU, SUD-santé-APHP, SUD Métaux 33, SNUTER FSU 24, CGT Arcelor Mittal Fos/Mer, CFDT UES de l'entreprise O2, SNUTER Conseil Départemental 13, SNUipp FSU 13, CGT retraités cheminots Marseille, SUD-Rail Paris Saint-Lazare, SUD-Rail Midi-Pyrénées, CGT Chômeurs rebelles Morbihan, CGT Educ'ation 13, SUD Rail SG, SUD Santé Sociaux 30-48, SUD Rail PSE, SNUipp-FSU 83, SUD Education 43, CGT Carsat Aquitaine ...



Appel pour la création de VISA(S) locaux

Cet appel s'adresse aux syndicalistes qui pensent qu'il est encore temps, dans leur entreprise, dans leur localité, dans leur secteur professionnel, avec d'autres syndiqués venus d'autres horizons mais tout aussi attachés qu'eux aux valeurs qui fondent le syndicalisme, de prendre en charge le combat contre l'extrême droite.

Vous craignez ...

- ▶ Que des collègues de bureau, d'atelier, certains camarades, certain-e-s militant-e-s, voire responsables syndicaux ne soient sensibles aux réponses simplistes et démagogiques du FN, et s'en fassent les propagandistes,
- ▶ Que le discours raciste et discriminatoire de l'extrême droite ne trouve un écho favorable non seulement au sein d'autres partis politiques, de droite ou non, mais également auprès de certains membres des instances représentatives du personnel de votre entreprise,

Vous estimez ...

- ▶ Que les syndicalistes ont une responsabilité particulière pour dénoncer les pseudos solutions du FN qui consistent à dresser les uns contre les autres les précaires, les immigrés, les chômeurs et ceux qui ont un emploi.
- ▶ Que le devoir d'un syndicaliste est de défendre, de façon intransigeante, la solidarité de tout le salariat quels que soient son origine et son statut.
- ▶ Que votre section syndicale, votre union professionnelle ou votre structure interprofessionnelle n'a pas encore pris suffisamment en charge la dénonciation de la propagande frontiste, alors que cette idéologie est aux antipodes des idéaux de solidarité et de progrès défendus par votre organisation syndicale,

- ▶ Que votre syndicat n'a pas encore développé des outils adaptés (journées de formation, brochures, affiches etc.), pour vous aider à démystifier, aux yeux des salarié-e-s de votre boîte, de votre localité, de votre bassin d'emploi, les propositions prétendues sociales de l'extrême droite,

Vous pensez ...

- ▶ Qu'il est grand temps d'organiser la lutte face à la lepénisation des esprits,
- ▶ Que le combat nécessaire à mener contre l'extrême droite, doit être pratiqué si possible, de façon unitaire, par delà les divergences syndicales,
- ▶ Que des camarades d'autres secteurs professionnels ou géographiques et/ou venant d'autres horizons syndicaux partagent votre réflexion et votre désir de lutter collectivement et unitairement contre l'implantation de l'extrême droite dans le monde du travail,

Si vous partagez tout ou partie de ces réflexions, alors c'est à vous que s'adresse cet appel. Il est encore temps de prendre en charge, collectivement et unitairement, le combat contre l'extrême droite.

VISA vous propose :

- ▶ une formation gratuite sur place, d'un ou deux jours et pour vingt personnes au minimum, sur le ou les thèmes que vous souhaitez voir aborder
- ▶ un retour d'expérience sur notre pratique, depuis 1996, de lutte contre le FN, ainsi que sur la création récente, de VISA locaux,
- ▶ un dépôt de brochures d'affiches, de DVD et autres outils nécessaires à l'instauration et à la viabilité d'une structure permanente en vue de créer un comité VISA dont il vous appartiendra de définir, géographiquement et professionnellement, le secteur d'intervention.

Contactez-nous à l'adresse suivante :

Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes
80 / 82 rue de Montreuil - 75011 PARIS
ou par mail : assovisabis@gmail.com

Qui sommes nous ?

VISA regroupe des militant(e)s de la FSU, de la CGT, de la CFDT et de SOLIDAIRES (adhérent(e)s de sections d'entreprises, élu(e)s de syndicats nationaux ou représentant(e)s de fédérations professionnelles) qui, depuis 1996, recensent, analysent, dénoncent, les incursions de l'extrême droite et plus particulièrement du Front National sur le terrain social.

VISA a pour ambition d'être un outil d'information et de réflexion pour toutes les forces syndicales qui le souhaitent afin de lutter collectivement contre l'implantation et l'audience de l'extrême droite dans le monde du travail.

Que voulons nous ?

L'objectif que nous nous fixions en 1996 n'a malheureusement pas changé : "*Participer à la mise en mouvement, dans sa pluralité et sa diversité, mais de manière convergente, du champ syndical contre le fascisme*".

Il passe aujourd'hui par une vigilance militante :

- face à des mesures gouvernementales anti sociales, liberticides et, pour certaines, inspirées par l'idéologie d'extrême droite
- face à un FN dont les idées se diffusent dans tous les secteurs de la société
- face à la remontée dans toute l'Europe de courants racistes, xénophobes ou même ouvertement fascistes.

Cette vigilance, l'ensemble du mouvement syndical et associatif peut et doit l'exercer !

Printemps 2012

*Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes
80/82 rue de Montreuil - 75011 PARIS - isa@visa-isa.org
<http://www.visa-isa.org/>*

Association Visa

